

Secrétariat Général du Conseil  
de l'Union Européenne

ARCHIVES

Conformément aux instructions  
de M. le Secrétaire Général, il est  
**strictement interdit** d'enlever  
toute pièce des dossiers des  
Archives.

ZCZC DEPA6211 20.02.91 14:24 SER04225 20.02.91 14:24

UU DEPA

UTLX 21156 21156 DELBEL B

UTLX 21642 21642 JUSBRA B

UTLX 21762 21762 MINTBR B

UTLX 23979 23979 BELEXT B

UTLX 25340 25340 POLBRU B

UTLX 26617 26617 GDCOMD B

T0528F MG

TELEX A L'ATTENTION DE :

- M. L'AMBASSADEUR DE UEVER, BELEXT B
- M. L'AMBASSADEUR DE SCHOUTHEETE DE Tervarent, DELBEL B
- M. L'AMBASSADEUR POSTHUMA  
PRESIDENT DU CISHIC ( CISHIC B )
- MELLE DE KNOP, MINTBR B
- M. LE COMMISSAIRE EN CHEF, POLBRU B
- ETAT MAJOR GENERAL DE LA GENDARMERIE, GDCOMD B
- SURETE DE L'ETAT, JUSBRA B
- M. GEERAERTS, A-26, BELEXT B

BRUXELLES, LE 20 FEVRIER 1991

TELEX NO. 528

-----  
CONCERNE : REUNIONS MINISTERIELLES - CONSEIL DES COMMUNAUTES  
----- EUROPEENNES

AI HONNEUR VOUS FAIRE CONNAITRE DATE PROCHAINE REUNION NIVEAU  
MINISTERIEL, BATIMENT CHARLEMAGNE, 170, RUE DE LA LOI A  
1048 BRUXELLES :

LUNDI 25 FEVRIER 1991

-----  
11H.00 - CONSEIL ECO/FIN  
( EN MARGE : C. I. G. MINISTERIELLE UEM )

ARRIVE DES MINISTRES A PARTIR DE 10 HEURES 00 LE LUNDI 25. 2. 91

-----  
FIN PREVISIBLE DES TRAVAUX : TARD DANS LA SOIREE  
-----

VEUILLEZ PRENDRE LES MESURES DE PROTECTION NECESSAIRES.

NIELS ERSBOELL  
SECRETAIRE GENERAL DU CONSEIL

NNNN

16

ZCZC DEFA6251 21. 02. 91 09: 52 SER04260 21. 02. 91 09: 52

UP DEPA

- UTLX 04021702 1702? AFETR LU
- UTLX 04022790 2790 ETAFIN LU
- UTLX 04023464 3464 ECO LU
- UTLX 042200089 COOPECO PARIS
- UTLX 042220962 TRESOR 220962F
- UTLX 21062 21062 ECOBEL B
- UTLX 21156 21156 DELBEL B
- UTLX 21707 21707 RPLUX B
- UTLX 21877 21877? COMEU B
- UTLX 23979 23979 BELEXT B
- UTLX 62888 62888 DEFRA B

T0541F MG

TELEX A L'ATTENTION DE :

- BELEXT B - ECOBEL B
- MIN. DES FINANCES ( CABFIN B )
- COOPECO F - TRESOR F
- AFETR LU - ECO LU
- ETAFIN LU (MM. MERSCH ET REINESCH)
- COMEU B

COPIE A :

- MESSIEURS LES REPRESENTANTS PERMANENTS :
- DELBEL B - DEFRA B - RPLUX B

CONFERENCE  
DES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS  
DES ETATS MEMBRES  
- UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE -

BRUXELLES, LE 21 FEVRIER 1991  
TELEX NO. 541  
-----

REUNION : 3EME REUNION MINISTERIELLE DE LA CONFERENCE DES  
REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES  
UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

DATE : 25 FEVRIER 1991  
HEURE : 15H00  
LIEU : SECRETARIAT GENERAL DU CONSEIL  
RUE DE LA LOI, 170  
1048 BRUXELLES  
15EME ETAGE

MESSAGE : 3EME REUNION MINISTERIELLE DE LA CONFERENCE DES  
REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES -  
UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

1. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE
2. RAPPORT DE LA PRESIDENCE SUR LA REUNION DES REPRESENTANTS  
PERSONNELS DES 29 JANVIER ET 19 FEVRIER 1991
3. DIVERS.

NIELS ERSBOELL, SECRETAIRE GENERAL

NNNN

ZCZC DEPA6432 22.02.91 09:35 SER04445 22.02.91 09:35

UP DEPA

WTLX 04021702 1702? AFETR LU  
 WTLX 04022790 2790 ETAFIN LU  
 WTLX 04023464 3464 ECO LU  
 WTLX 042200089 COOPECO PARIS  
 WTLX 042220962 TRESOR 220962F  
 WTLX 21062 21062 ECOBEL B  
 WTLX 21156 21156 DELBEL B  
 WTLX 21707 21707 RPLUX B  
 WTLX 21877 21877? COMEU B  
 WTLX 23979 23979 BELEXT B  
 WTLX 62888 62888 DEFRA B  
 T0567F MG

TELEX A L'ATTENTION DE :

- BELEXT B - ECOBEL B  
 MIN. DES FINANCES ( CABFIN B )
- COOPECO F - TRESOR F
- AFETR LU - ECO LU  
 ETAFIN LU (MM. MERSCH ET REINESCH)
- COMEU B

COPIE A :

- MESSIEURS LES REPRESENTANTS PERMANENTS :  
 DELBEL B - DEFRA B - RPLUX B

## CONFERENCE

DES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS  
 DES ETATS MEMBRES  
 - UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE -

BRUXELLES, LE 22 FEVRIER 1991  
 TELEX NO. 567

REUNION : 3EME REUNION MINISTERIELLE DE LA CONFERENCE DES  
 REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES/UEM

DATE : 25 FEVRIER 1991

HEURE : 15H00

LIEU : SECRETARIAT GENERAL DU CONSEIL  
 RUE DE LA LOI, 170  
 1048 BRUXELLES  
 15EME ETAGE

MESSAGE URGENT

SUITE A MON TELEX NO. 541 ORDRE DU JOUR DE LA 3EME REUNION  
 MINISTERIELLE DE LA CONFERENCE DES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS  
 DES ETATS MEMBRES/UEM EST PRECISE COMME SUIT :

1. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE
2. RAPPORT DU PRESIDENT DU GROUPE DES REPRESENTANTS PERSONNELS  
 SUR L'ETAT DES TRAVAUX
3. DISCUSSION :
  - A) OBJECTIFS ET PRINCIPES DE L'UEM ('ORDNUNGSPOLITIK')
  - B) LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE  
 ET LA SURVEILLANCE
  - C) DISCIPLINE BUDGETAIRE  
 = CRITERES POUR JUGER SI UN DEFICIT BUDGETAIRE EST  
 EXCESSIF  
 = SANCTIONS
  - D) MECANISME D'ASSISTANCE FINANCIERE COMMUNAUTAIRE
4. DIVERS.

16

NNNN

COMMUNICATION À LA PRESSE

4835/91 (Presse 20)

1473ème session du Conseil  
- Economie/Finances -

3ème réunion ministérielle de la CIG sur l'UEM

Bruxelles, le 25 février 1991

Président : M. Jean-Claude JUNCKER

Ministre des Finances  
du Grand-Duché de Luxembourg



25.II.91

Pour le Luxembourg

M. Jean-Claude JUNCKER

Ministre des Finances

M. Robert GOEBBELS

Ministre de l'Economie nationale

Pour les Pays-Bas

M. W. KOK

Ministre des Finances

M. P. DANKERT

Secrétaire d'Etat aux Affaires  
étrangères

Pour le Portugal

M. Miguel BELEZA

Ministre des Finances

Pour le Royaume-Uni

M. Norman LAMONT

Chancelier de l'Echiquier

M. Francis MAUDE

Financial Secretary au Trésor

Pour la Commission

M. Jacques DELORS

Président

M. Henning CHRISTOPHERSEN

Vice-Président

Sir Leon BRITTAN

Vice-Président

ASSISTANCE A MOYEN TERME A LA GRECE

Le Conseil a approuvé la décision relative à un emprunt communautaire en faveur de la République hellénique.

Par cette décision, la Communauté accorde à la Grèce, en vertu du règlement (CEE) n° 1969/88, un prêt d'un montant de 2.200 Mécus ou sa contrevaieur dans d'autres devises.

Le prêt est mis à la disposition de la Grèce en trois tranches. La durée moyenne de chaque tranche n'excédera pas 6 ans :

- la première tranche, qui s'élève à 1.000 Mécus ou sa contrevaieur dans d'autre devises, dès la conclusion des opérations d'emprunt ;
- la deuxième tranche, qui s'élève à 600 Mécus ou sa contrevaieur dans d'autres devises, pas avant le 1er février 1992, la Commission ne procédant en tout cas pas à la libération de la deuxième tranche avant de s'être assurée, après consultation du Conseil et sur la base d'un examen des résultats obtenus dans la réalisation du programme, effectué en collaboration avec le Comité monétaire, que les mesures convenues ont été intégralement appliquées et que les objectifs du programme ont été atteints ou que les mesures additionnelles qui s'imposeraient pour réaliser les objectifs ont été soit arrêtées, soit pleinement mises en oeuvre ;
- la troisième tranche, qui s'élève à 600 Mécus ou sa contrevaieur dans d'autres devises, pas avant le 1er février 1993, sous réserve des mêmes examens, vérification et consultation que pour la deuxième tranche.

Le prêt est accordé sur la base de la décision prise par la Grèce de mettre en oeuvre le programme de redressement économique qu'elle a présenté et dont les objectifs sont rappelés dans les motifs de la décision.

La Commission, en collaboration avec le Comité monétaire, examinera à intervalles réguliers l'évolution de la situation économique de la Grèce et la réalisation du programme de redressement économique. Ces examens se poursuivront jusqu'à remboursement complet du prêt.

#### SERVICES D'INVESTISSEMENT

Le Conseil a entendu un exposé du Vice-Président BRITTAN adressant un appel pressant aux membres du Conseil de mettre tout en oeuvre pour arriver dans les meilleurs délais à une décision concernant la directive en matière de services d'investissement.

Le Conseil a pris note, d'autre part, de l'intention de la Présidence de soumettre un certain nombre de questions-clé de ce dossier à un groupe ad hoc de haut niveau afin de permettre au Conseil d'en délibérer prochainement.

RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE- Extension des opérations de la BEI à la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie

Le Conseil a invité la BEI à accorder des prêts sur ses ressources propres en faveur de projets d'investissement en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en Roumanie, à condition que ces projets répondent aux critères habituels de la Banque. Ces prêts seraient entièrement garantis par le budget général des Communautés européennes.

Cette garantie sera limitée à un montant de prêts pouvant aller jusqu'à un maximum de 700 Mécus pour les trois pays susvisés et à engager durant une période de deux ans.

Il y est indiqué, par ailleurs que le Conseil envisage d'avoir dans un délai rapproché un débat d'ensemble sur le rôle extérieur de la BEI et en particulier sur l'extension éventuelle des activités de celle-ci aux différents pays tiers ou régions qui n'en bénéficient pas encore et avec lesquels la Communauté a conclu des accords de coopération.

Entre-temps, le Conseil s'est déclaré d'accord pour inviter la Banque à examiner cas par cas, sur base de l'article 18 de ses statuts, ses possibilités d'intervention pour des projets d'intérêt commun dans les pays ou régions mentionnés ci-dessus et répondant aux critères d'intervention de la Banque. Cette position du Conseil ne préjuge pas des conclusions à tirer de son débat d'ensemble sur le rôle extérieur de la BEI.

- Assistance financière a moyen terme a la Tchécoslovaquie

Le Conseil a arrêté la décision concernant l'octroi d'une assistance financière à moyen terme à la Tchécoslovaquie.

En vertu de cette décision, la Communauté accorde à la Tchécoslovaquie un prêt à moyen terme d'un montant maximum de 375 millions d'écus en principal, pour une durée maximum de sept ans, afin d'aider au soutien de sa balance des paiements et au renforcement de ses réserves et de faciliter la convertibilité de sa monnaie.

A cette fin, la Commission est habilitée à emprunter, au nom de la Communauté, les ressources nécessaires.

Ce prêt sera géré par la Commission, en concertation étroite avec le comité monétaire et d'une manière qui soit compatible avec tout accord conclu entre le FMI et la Tchécoslovaquie.

Le prêt est mis à la disposition de la Tchécoslovaquie en deux tranches. La première tranche sera versée dès qu'un accord stand-by aura été conclu entre la Tchécoslovaquie et le FMI.

Les fonds sont versés à la Banque nationale de Tchécoslovaquie.

- Assistance financière à d'autres pays

Le Conseil, sur la base des informations fournies par le Vice-Président CHRISTOPHERSEN, a fait le point de la mise en oeuvre de l'assistance financière supplémentaire en faveur de la Hongrie, ainsi que de l'état de préparation d'une éventuelle action en faveur de la Bulgarie.

En ce qui concerne la Hongrie, il est rappelé que le Conseil avait invité la Commission, lors de sa session du 28 janvier, à s'engager au groupe des 24 pour une participation de la Communauté de 50 %, allant jusqu'à un montant total de 250 millions \$ pour la contribution communautaire .

Quant à l'action en faveur de la Bulgarie, le Conseil est convenu de revenir à cette question lors d'une prochaine session sur la base d'une proposition de la Commission.

TROISIEME REUNION MINISTERIELLE DE LA CONFERENCE  
INTERGOUVERNEMENTALE SUR L'UEM

Après la session du Conseil s'est tenue la 3ème réunion ministérielle de la Conférence des Représentants des Gouvernements des Etats membres sur l'Union économique et monétaire.

Suite à un rapport présenté par le Président du Groupe des Représentants personnels sur l'état des travaux, les discussions des Ministres ont porté notamment sur

- les objectifs et principes de l'UEM
- les grandes orientations de la politique économique et la surveillance
- la discipline budgétaire
  - = critères pour juger si un déficit budgétaire est excessif
  - = sanctions
- un mécanisme d'assistance financière communautaire.

DECISIONS DIVERSESEconomie/finances

Le Conseil a arrêté les décisions instituant

- un Comité consultatif européen de l'information statistique dans les domaines économique et social.
- un Comité des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements

Le premier comité a pour mission d'assister le Conseil et la Commission dans la coordination des objectifs fixés en matière de politique de l'information statistique communautaire en prenant en compte les besoins des utilisateurs et les coûts supportés par les producteurs de l'information.

Le second comité assiste la Commission dans l'élaboration et la mise en oeuvre du programme de travail pluriannuel relatif aux statistiques monétaires, financières et de balance des paiements. Il a notamment pour tâche de se prononcer sur le développement et la coordination des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements qui sont requises dans le cadre des politiques appliquées par le Conseil, la Commission et les différents comités qui les assistent.

CEE/AELE

Le Conseil a arrêté les décisions concernant la conclusion

- de cinq accords de coopération entre la CEE et l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse relatifs à un plan européen de stimulation de la science économique (SPES)

- de trois accords de coopération entre la CEE et la Finlande, la Suède et la Suisse relatifs à un programme de RSD dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR)

#### Relations avec les Etats ACP et le PTOM

Le Conseil et la Commission ont arrêté la décision concernant la conclusion au nom de la Communauté de la quatrième convention ACP-CEE.

#### Relations extérieures

Les Représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, ont arrêté la décision relative à l'abrogation de la décision 86/517/CEE concernant la suspension de nouveaux investissements directs en République d'Afrique du Sud.

Cette décision fait suite à la décision de principe du Conseil européen d'abroger à ce stade l'interdiction de nouveaux investissements en Afrique du Sud afin de contribuer à combattre le chômage et à améliorer la situation économique et sociale dans ce pays.

#### Relations avec des pays méditerranéens

Le Conseil a

- complété les directives de négociation pour les quatrièmes protocoles financiers avec les pays méditerranéens (Machrak, Maghreb et Israël), adoptées le 18 décembre 1990 en décidant de la répartition des montants pour les différents pays bénéficiaires ;

- arrêté la décision concernant la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne fixant le régime applicable, à partir du 1er janvier 1991, à l'importation dans la Communauté d'huile d'olive non traitée originaire de Tunisie.

#### Relations avec la Yougoslavie

Le Conseil a marqué son accord sur les directives de négociation relatives aux importations de cerises douces à chair claire conservées dans l'alcool et destinées à la fabrication de produits en chocolat.

#### Acier

Les représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil ont autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec la Bulgarie et la Tchécoslovaquie pour les produits CECA.

#### Politique commerciale/Union douanière

Le Conseil a arrêté

- la décision autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres avec des pays tiers ;
- une modification du règlement n° 802/68 relatif à la définition commune de la notion d'origine des marchandises, étendant son champ d'application à certains produits pétroliers, exclus jusqu'à présent. En vue de la réalisation du grand marché, l'application des règles sur la définition

de l'origine aux produits pétroliers s'avérait nécessaire afin d'éviter des situations divergentes dans les Etats membres ;

- le règlement modifiant le règlement (CEE) n° 3275/90 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires consolidés au GATT pour certains produits agricoles et industriels.

#### Interventions en faveur de l'industrie houillère

Le Conseil a pris acte du rapport de la Commission sur l'application du régime communautaire des interventions des Etats membres en faveur de l'industrie houillère en 1988.

#### Environnement

Le Conseil a décidé que la Communauté signe la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, sous réserve d'un accord sur la version définitive du texte de la Convention.

Le contenu de cette convention correspond largement à la directive communautaire n° 85/337 sur les études d'impact.

#### Nominations

Le Conseil a procédé aux remplacements (pour la durée des mandats restant à courir)

- de trois membres titulaires et de quatre membres suppléants du Comité consultatif pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur le lieu du travail

- de cinq membres du Conseil d'administration du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
  - de deux membres titulaires et de trois membres suppléants du Comité consultatif pour la formation des vétérinaires
  - d'un membre suppléant du Comité consultatif pour la formation des praticiens de l'art dentaire
  - d'un membre suppléant du Comité consultatif pour la formation des pharmaciens.
-

BOBINE N° 0006 DU 25.2.1991

OJ 2

000  
16h30PRESIDENT - cf

M; Le président de la Commission, mesdames, messieurs les ministres, je déclare ouverte la réunion de la conférence intergouvernementale consacrée à l'union économique et monétaire, la <sup>première</sup> réunion pour cette année a eu lieu le 28 janvier dernier par la suite le groupe de nos représentants s'est réuni plusieurs fois et je pense qu'il est peut-être utile de demander au président du groupe de nos représentants personnels M. MERCHE ? de nous faire un progress... report (comme on dit en anglais) sur les travaux du groupe de nos représentants personnels. Je passe la parole à M. MERCHE ?

PRESIDENT - GRP - cf

Merci M. Le président. Depuis le mois de janvier les représentants personnels ont continué le recensement des amendements au traité dans de Rome l'optique d'une union économique et monétaire. Après avoir passé en revue les objectifs et les principes de base d'une UEM nous nous sommes attachés à un échange de vues sur le volet économique de l'union. Je soulignerai que certains domaines n'ont pas été évoqués en détail. Soit qu'il requiert un travail de préparation supplémentaire comme par exemple les dispositions ayant trait à la libération des mouvements de capitaux, soit que leur évocation à la demande d'une délégation n'a pu s'insérer dans la dynamique de nos discussions ou qu'il ait été jugé opportun d'attendre la prise de position de l'autre conférence intergouvernementale qui a été appelée à se prononcer sur l'extension des domaines communautaires. Ces questions seront reprises le moment venu, voulu. Compte tenu de cette précision les représentants personnels ont donc passé en revue les articles 2 à 105 du traité actuel. Les contributions multiples, constructives et diversifiées de toutes les délégations et les échanges de vues évolutifs ont encouragé la Présidence à soumettre un ensemble de textes d'articles qui pourraient constituer une partie d'un ensemble servant de base de référence unique lors d'une deuxième de nos travaux. Ces articles 2

/edl

74 PRÉSIDENT (suite) - edl

à 4bis et 102 a) à 104 a) ne reflètent que des tendances ressenties comme dominantes, et ne constituent pas pour autant des propositions officielles d'un compromis, compte tenu notamment d'une nécessaire appréciation globale sur un ensemble des textes couvrant à la fois l'union économique et l'union monétaire. L'objet des projets d'articles n'est donc pas tant de susciter un débat sur la rédaction mais de bénéficier d'une orientation politique sur les grands thèmes qui se sont dégagés des discussions des représentants personnels et qui ont été repris à notre ordre du jour d'aujourd'hui. Permettez-moi d'ajouter que les critiques sur les points de divergences les plus sérieux nous serons d'une grande utilité mais que nous seraient aussi précieux dans notre souci d'éliminer autant de points de divergences que possible que les ministres puissent se prononcer sur les points où les orientations des textes trouvent leur appréciation, et leur approbation.

Dans cette double optique, les quatre thèmes suivants ont été évoqués le plus souvent par les représentants personnels, comme nécessitant une orientation politique. Premièrement, est-ce que la liste des objectifs et principes de l'union économique et monétaire énumérés dans les différents articles est appropriée ou convient-il d'ajouter ou de retirer des éléments ? Deuxièmement, les grandes orientations de la politique économique et la surveillance multilatérale. Les questions qui se posent sont : premièrement, s'il faut être plus détaillé au niveau du traité ou plutôt laisser ce soin à la législation secondaire, et deuxièmement, si le système de recommandation d'abord confidentiel, ensuite public est approprié pour assurer la convergence. Je souligne que les questions institutionnelles n'ont pas été abordées en raison également du caractère connexe avec l'autre conférence ainsi que de l'appréciation nécessairement globale de l'UEM sur ce point de vue. Troisièmement, les questions sur lesquelles

74

PRESIDENT (suite) - edl

Les représentants personnels ont peut-être le plus perçu la nécessité d'une orientation politique concerne les déficits budgétaires. Nous sommes tous d'accord qu'il faut les éviter mais faut-il documenter cette volonté en insérant dans le traité l'un ou l'autre critères que la législation secondaire devrait élaborer par la suite si l'avantage d'une procédure à part pour les déficits budgétaires et généralement apparents, il n'en est pas de même pour les conséquences d'une non observatin de cette règle de discipline. Un grand nombre de pays se prononce pour des sanctions et différentes suggestions ont été présentées. Tant certains éléments des critères de base à la constatation du caractère excessif d'un déficit que les conséquences politiques et juridiques de certaines propositions de sanctions restent actuellement en discussion au sein du Comité monétaire. Depuis plusieurs mois des progrès substantiels ont été accomplis mais ces progrès doivent être complétés par une nécessaire appréciation et orientation politiques. Quatrièmement, les Etats-membres sont peut-être encore plus divisés sur le dernier thème, à savoir l'instauration d'un mécanisme d'assistance financière communautaire en pleine union économique et monétaire. Dans quelle mesure faut-il prévoir l'imprévisible ? Suffit-il d'une habilitation générale ou y a-t-il lieu de spécifier les cas d'activation d'un tel mécanisme ? Les vues largement divergentes ont amené la Présidence à maintenir provisoirement telle quelle une disposition ■■ existante du traité, à savoir l'article 103 deuxième alinéa. En fin de compte, permettez-moi d'appeler votre attention sur le fait que les représentants personnels vont reprendre leur travail demain par les questions relevant cette fois-ci de l'union monétaire. Merci, M. le Président.

500 PRESIDENT - cf

Merci M. MERCHE? je voudrais remercier M. MERCHE ainsi que ses collègues qui travaillent au sein de ce groupe de nos représentants personnels qui évoluent me dit-on dans une excellente atmosphère dans la mesure où les ministres des finances et les <sup>autres</sup> ministres normalement ont à cœur de refléter correctement les pensées de ceux qui les conseillent. J'espère que l'ambiance de notre réunion d'aujourd'hui est à l'image de l'excellente ambiance dans laquelle évoluent les travaux au niveau du groupe des représentants permanents. Nous avons donc en temps que présidence mis sur la table des négociations mis sur la table de la négociation un certain nombre de textes dont je tiens à préciser, tout comme M. MERCKX vient de le faire, il ne s'agit pas de textes de compromis de la ~~XX~~ présidence, mais que ce sont des textes qui reflètent les tendances dominantes telles qu'elles se sont dégagées des travaux de nos représentants personnels. Pour aujourd'hui nous voudrions que les ministres consacrent leur attention sur un certain nombre de problèmes que nos représentants personnels ont isolé au cours de leur travail préparatoire et que le président du groupe des représentants personnels vient d'isoler. Il y a tout d'abord le problème, ce sera le premier point à la discussion duquel je vous inviterai il y a tout d'abord le problème des objectifs ~~et~~ principes de l'Union économique et monétaire il y a deuxièmement le concept des grandes orientations de politique économique et la surveillance multilatérale qui s'y rattache, il y a troisièmement <sup>l'ensemble</sup> des problèmes qui sont liés au déficit budgétaire, il y a finalement quatrièmement le mécanisme d'assistance financière. Si <sup>aujourd'hui</sup> nous pouvions faire le tour de toutes ces questions je pense que la présidence ~~en~~ pourrait ~~en~~ tirer tous les éléments utiles dont elle a besoin pour soumettre à l'approbation des ministres un certain nombre de textes y relatif. Je voudrais c'est une suggestion

500 PRESIDENT (suite)- ky

que je me permets de faire, insister auprès de tous les ministres de procéder à un débat qui ne soit pas une suite de monologues mais que nous arrivions vraiment à dialoguer les uns avec les autres. Donc notre intention n'est pas de faire des tours de table sur chaque question qui nous est posée aujourd'hui mais d'assister vraiment à un débat utile et fertile. La première question et le premier groupe de problèmes que nous voulions évoquer aujourd'hui concernent les principes et les objectifs de l'union économique et monétaire. A cet égard, le groupe des représentants personnels des ministres a consacré un certain nombre d'éléments et la présidence a mis sur la table des représentants personnels des, un texte qui reflète là encore les positions, <sup>telles</sup> des tendances dominantes/qu'elles se sont dégagées au cours des discussions préparatoires. Je voudrais vous demander maintenant si les éléments qui ont été repris dans ces textes et dans les discussions de nos représentants personnels vous paraissent suffisants, ou si vous estimez qu'il faudrait, sur un point ou un autre, compléter le listing des objectifs tel qu'il a été établi au cours de la phase préparatoire de notre réunion d'aujourd'hui. Qui demande la parole sur la première question de notre ordre du jour qui concerne les objectifs et les principes de l'union économique et monétaire ? Le texte qui a été mis sur la table par la présidence au cours des réunions préparatoires reflète l'article 2 du traité actuel et, dans le cadre de l'article 2 bis, tel qu'il a été proposé, reprend tout d'abord l'article 2 actuel du traité, les conclusions du Conseil européen de Rome I, certains éléments des travaux préparatoires à la Conférence ainsi que certaines demandes qui ont été présentées par une ou plusieurs délégations, telles que la politique de l'environnement, la cohésion économique et sociale et la solidarité

500 PRESIDENT (suite) - kly

entre Etats membres. Sur cette liste, quels commentaires est-ce que vous souhaiteriez apporter ? Quel autre élément est-ce que vous aimeriez voir être inclus dans les objectifs et les principes de l'union économique et monétaire ? Qui demande la parole ? M. KOEHLER !

819 M. KOEHLER -

Vielen Dank, Herr Vorsitzender. Zunächst möchte ich der Präsidentschaft ~~Wen über die~~ doch gratulieren für die Art, wie sie die Beratungen der Regierungskonferenz angepackt hat und wie sie sie weiter befördert. Ich glaube, dass der Vorsitzende der persönlich Beauftragten Yves Merche eine ganz ausgezeichnete Führung an den Tag legt und dass wir auch in den bisherigen Diskussionen bei den persönlich Beauftragten in einem guten Klima doch, und dieses zeigt das Non-Paper der Präsidentschaft, eine Grundlage geschaffen haben, die uns doch veranlassen zu dem Urteil, das die Regierungskonferenz zügig zu vernünftigen Ergebnissen kommen kann. Wir, die deutsche Delegation, begrüsst insbesondere, dass die Präsidentschaft den ersten Teil der Beratungen der Regierungskonferenz auf die ordnungspolitischen Grundsätze und die Organisationsformen der Zusammenarbeit in der Wirtschaftspolitik konzentriert hat. Wir glauben, dass ein ordnungspolitischer Konsens zwischen den Mitgliedstaaten von zentraler Bedeutung für das Funktionieren und den Erfolg der Wirtschafts- und Währungsunion ist. Die deutsche Delegation hat für diesen Teil der Vertragsänderungen konkrete Formulierungsvorschläge eingebracht. Diese Formulierungsvorschläge lassen sich von 4 Grundüberlegungen leiten:

1. Wir sind der Überzeugung, dass das wirtschaftliche Handeln sich am besten durch nach innen und aussen offene Märkte und Wettbewerb organisieren und koordinieren lässt. Wir legen sehr grossen Wert darauf, dass dieser Grundsatz sozusagen ein roter Faden ist in bezug

---

819 M. KOEHLER \_\_-suite

auf die ordnungspolitische Fundierung der Wirtschafts- und Währungsunion. Wir sind der Ansicht, dass auf der Grundlage dieses roten Fadens durchaus Elemente wie zum Beispiel eine angemessene Beachtung von Umweltschutz oder der soziale Ausgleich einbezogen werden kann. Aber die Basis dieser ganzen Ausgleichserwägungen ist doch eine effiziente produktive kreative Wirtschaftsordnung, und dieses wird nach unserer Auffassung durch das Grundprinzip der nach innen und aussen offenen Märkte am besten gewährleistet.

2. Nach unserer Auffassung setzt der innere Zusammenhalt der Wirtschafts- und Währungsunion als eine Stabilitätsgemeinschaft ein hohes Mass an Konvergenz der Wirtschaftspolitik und der Wirtschaftsentwicklung voraus. Wir sind allerdings der Ansicht, dass der Begriff Konvergenz auch inhaltlich gemeinsam verstanden wird. Für uns bedeutet Konvergenz, dass diese Konvergenz eben nicht in der Substanz von oben herab von Brüssel von der Zentrale herab verordnet werden kann, und diese Konvergenz kann auch nicht durch blossen Einsatz von Gemeinschaftsmitteln erreicht werden. Wir sind vielmehr der Ansicht, dass Konvergenz als Basis einer funktionierenden Wirtschafts- und Währungsunion vielmehr vor allem eigenverantwortliches Handeln und Eigenanstrengungen der Mitgliedstaaten selbst voraussetzt, und wir sind der Ansicht, dass dieses Verständnis von Konvergenz, bezogen auf jetzt noch vorhandene Defizite in der Konvergenz im Grunde in allen Mitgliedstaaten zum Teil noch tiefgreifende Anpassungen der Verhaltensweisen nach sich ziehen wird oder sogar muss, und ich kann nur raten, dass alle unsere Beteiligten, dass wir alle dieses Erfordernis der inneren Einstellung auf die Wirtschafts- und Währungsunion ernst nehmen. Denn wenn wir an die Wirtschafts- und Währungsunion mit der Attitude herangehen, dass letztlich die Schlechten die schwierigen Sachen von der Gemeinschaft von der Zentrale von Brüssel geregelt werden, dann glauben wir, dass die Gemeinschaft

---

819 M. KOEHLER - suite

---

den inneren Zusammenhang nicht finden wird und deshalb auch der Erfolg nicht gesichert sein wird.

3. Die deutsche Delegation sieht mit einer gewissen Sorge und die Sorge wächst fast täglich mit jedem ECOFIN-Rat, Lösungen auf Gemeinschaftsebene mit einer zunehmenden Bürokratie und immer mehr Regulierungen verbunden sind. Wir wollen deshalb, das ist das Anliegen der deutschen Delegation, darauf achten, dass der weitere wirtschaftliche Integrationsprozess der Gemeinschaft nicht mit einem mehr, sondern möglichst mit einem weniger an Bürokratie verbunden ist. Für die Grundüberlegung für unsere Vorstellung der Wirtschafts- und Währungsunion ist, dass wir grundsätzlich davon ausgehen, dass die wirtschaftliche und monetäre Integration Teil der Entwicklung zu einer politischen Union ist. Das ist für uns ein untrennbaren Zusammenhang, Wirtschafts- und Währungsunion und Politische Union sind für uns untrennbar verbunden. Die Vollendung der Wirtschafts- und Währungsunion erfordert dabei auch, das ist die Konsequenz dieser Einstellung, den Verzicht auf nationale X Souveränität in Bereichen staatlichen Handelns. In der Geldpolitik ist dies für alle klar erkennbar. Dieser notwendige Souveränitätsverzicht. In der Endstufe der Wirtschafts- und Währungsunion kann es für uns nur noch eine einheitliche Geldpolitik geben, die von einem unabhängigen, wirklich unabhängigen, vorrangig auf die Sicherung der Geldwertstabilität verpflichteten europäischen Zentralbanksystem betrieben wird. Wir, die deutsche Delegation, ist bereit, die nationale Souveränität im Bereich der Geldpolitik in der Stufe 3 abzugeben. Wir sind aber auch genauso deutlich dann darauf aus zu sagen, dass zu einem solch weitgehenden Souveränitätsverzicht wir nur bereit sind, wenn das Endziel der Wirtschafts- und Währungsunion die exakte Gestaltung der Stufe 3 ohne Einschränkung akzeptiert wird



1214 M. KOK - suite - AD

EMU dan ook rekening houdend met voortgang en de uitkomst in het EPU-kader dus de Europese Politieke Unie. Desondanks dus van mijn kant een paar opmerkingen. In de eerste plaats de bestaande structuur van het Verdrag kan naar de mening van de Nederlandse Regering zoveel mogelijk worden gehandhaafd. Dat betekent alleen de hoofdbeginselen EMU in artikel 2 beknopte uitwerking daarvan in artikel 3 en de consequenties voor de EMU-beleidsterreinen in deel III, van het Verdrag. Het tweede uitgangspunt is dat we moeten proberen terughoudendheid en selectieviteit te betrachten bij het opnemen van nieuwe hoofdbeginselen in het Verdrag. In de derde plaats dient de Europese Centrale Bank niet automatisch bij inwerkingtreding van het Verdrag worden opgericht dient de onafhankelijke positie van de Bank ten opzichte van de gemeenschapsinstellingen en -organen te worden gewaarborgd en past de Europese Centrale Bank ook niet in de in artikel 4 vermelde opsomming Raad, Commissie, Europees Parlement en Hof van Justitie. Tenslotte moeten we de indruk vermijden vanaf het begin alsof de Gemeenschap een werkelijk zelfstandig vergemeenschappelijkt Europees beleid gaat voeren. Dat doet denk ik geen recht aan het uitgangspunt dat het economisch beleid in de Europese economische en monetaire Unie een grotendeels nationale aangelegenheid zal blijven. Nu wil ik daar onmiddellijk wel een enkele opmerking aan toevoegen, het spreek vanzelf dat in een periode en dat zal de komende periode zijn, waarin dat gezamenlijk dat communautaire monetaire beleid steeds meer gestalte krijgt, dat monetaire beleid ook mede dienstbaar zal moeten zijn aan een economische sociale en ecologische ontwikkeling van de Gemeenschap in ruimere zin. Dat betekent in mijn ogen dat het economisch beleid wel een nationale bevoegdheid heeft, maar dat die ontwikkeling zoals ik die beschreef, toch ook wel zal gaan leiden tot een hogere graad van coördinatie en ook een hogere graad van samenwerking in Europa op het economische vlak. Dat Europa was nooit een doel op zichzelf, de interne markt was geen doel op zichzelf, dat geldt ook niet voor de monetaire 10

1214 M KOK - suite - nj

unie met de prijsstabiliteit als belangrijkste doelstelling, moet bijdragen aan een ontwikkeling waarbij ook economische, sociale en economische, ecologische doeleinden worden gerealiseerd, dat zal in mijn ogen niet gebeuren door een vorm van centrale sturing, ik sluit dan ook aan bij de opmerking van de heer Koehler, over de convergentie van de economische politiek. Die convergentie zal ~~aan~~ <sup>in</sup> hogere mate van onderaf moeten plaatsvinden zal ook beter kunnen plaatsvinden naarmate van onder af in de Lid-Staten dus, de noodzaak wordt gevoeld, om tot aanpassingen te komen. Maar die convergentie zal ook mede moeten worden beïnvloed door niet alleen te hopen op de goede opstelling en instelling van onderaf, maar ook door een ja een zekere beïnvloeding vanuit Brussel, vanuit de Europese Gemeenschap, om te zorgen dat de Lid-Staten de zwakke plekken in hun beleid wegnemen. Dat zal in ieder geval in sterke mate moeten gebeuren op het punt van de begrotingstekorten, dat spreekt vanzelf, en ik denk dat ook op het vlak van de economische politiek, het economisch beleid Brussel in toenemende mate de plaats wordt waar afstemming plaatsvindt, waar de beleidslijnen worden ontwikkeld zoals die nodig zijn met het oog op de toekomst. En met het oog ook op de belangen van de mensen die wij vertegenwoordigen. Ik maak een slotopmerking, Voorzitter, naar aanleiding van de heer KOHLER. Want we moesten immers ook op elkaar reageren. Hij zei, voor ons is het uitgangspunt dat straks er minder bureaucratie zal zijn, dat vind ik prima. Ik ben een voorstander van minder bureaucratie. Ik zou alleen ook hopen dat de mate van het proces van samenwerking zich voltrekt minder bureaucratie in de Lid-Staten, in de hoofdsteden. Dus niet alleen minder bureaucratie in Brussel, die is hard nodig met het oog op de samenwerking, maar ook minder bureaucratie in de hoofdsteden. Omdat bepaalde taken en verantwoordelijkheden door Brussel worden overgenomen. Pas dan zal onze Monetaire en Economische Samenwerking werkelijk vrucht afwerpen voor de burgers.

1470 - PRESIDENT -

1470 PRESIDENT - edL

Merci M. KOR. Qui voudrait prendre la parole ? M. BEREGOVY ?  
s v pl

1476 M. BEREGOVY - edL

Oui M. le Président, je voudrais associer mes félicitations à celles qui ont déjà été exprimées à l'égard de nos représentants personnels qui ont fait du bon travail et je considère qu'il n'y a pas aujourd'hui à faire de très longs commentaires. Sur les objectifs, nous en parlons depuis suffisamment longtemps pour qu'il n'y ait rien d'autres à ajouter. Nous souhaitons en effet une politique monétaire stable, une politique économique et monétaire qui soit mise au service de la cohésion sociale, sur des marchés ouverts et concurrentiels, on ajoute même l'écologie. Si nous faisons cela dans quelques années il est certain qu'on ajouterait encore une autre idée à la mode, bien que ce soit très important mais ce n'est pas là-dessus que je voudrais intervenir. Je voudrais intervenir sur un point qui me paraît peut-être un peu imprécis. La politique monétaire doit être aussi au service .....

FIN BOBINE N° 0006

Suite s/bobine n° 0007

0000  
16h42BEREGOVY - ■ gg

... politique monétaire doit être aussi au service de la politique économique. Je souhaiterais quand même que l'on ne subordonne pas totalement politique économique à la politique monétaire. L'idée d'un dialogue permanent entre ce que seront demain les autorités monétaires et ce que sera un jour je l'espère l'autorité économique européenne. C'est un point qui n'est pas négligeable et sans vouloir commenter les événements récents et ce qui se passe dans certains de nos pays, on voit bien que équilibrer une ■■■ politique budgétaire et une politique monétaire n'est pas toujours facile d'autant plus et c'est le point sur lequel je voudrais attirer l'attention. Même s'ils nous arrivent de reprocher aux autorités de la Communauté de dépenser un peu trop sur mandat des ministres, il faut reconnaître que la part du budget communautaire dépenses publiques ■■ est infime. Un pourcentage me vient en mémoire 3 %. Donc il y aura peu d'inflexion de la politique budgétaire européenne sur la politique économique de la Communauté. Par contre, la politique monétaire de la Communauté elle aura une inflexion importante sur les budgets ■■■ de chacun des pays membres. Et je crois que la notion de subsidiarité en matière de politique monétaire mériterait d'être éclairée comme elle l'a été en matière de politique budgétaire. Voilà je crois la remarque un peu fondamentale que je voudrais faire à l'amorce de ces propos naturellement rien de tout cela ne peut être écrit textuellement mais il faut bien voir que si dans chacun de nos pays jusqu'à maintenant politique monétaire et politique budgétaire peuvent s'équilibrer en tant que degré d'influence, au niveau européen il y aura une politique monétaire européenne, une politique budgétaire européenne et une politique budgétaire nationale et la proportion n'est naturellement pas la même. Cela mérite sans doute que nos représentants y réfléchissent. Le deuxième point c'est que et alors là j'ai un ■■ petit désaccord avec le texte de la Présidence, léger, c'est que nous avons souhaité nous que l'on distingue

0000 BEREGOV0Y - suite - gg

politique monétaire et politique de change. Pourquoi ? Parce que la politique monétaire et nous en sommes d'accord sera conduite par l'autorité monétaire, volume de la masse monétaire, taux d'intérêt naturellement décidés par la Banque centrale ou par le système européen de banques centrales à un certain moment. Je n'entre pas dans ce détail. Mais la politique de change dans ce domaine et c'est un point très clair l'autorité monétaire est le gardien d'une politique de change définie par l'autorité économique. C'est pourquoi je souhaiterais à ce niveau-là, c'est un détail, ce que dans le texte du traité, on distingue politique monétaire et politique de change. On verra bien ensuite comment l'une et l'autre seront déterminées. Monsieur le Président, ma modeste contribution à notre débat.

281 PRESIDENT - cf

Merci M. BEREGOV0Y, pour cette contribution qui ne fut pas modeste du tout qui demande la parole ? M. Christodoulou d'abord, M. LAMONT ensuite.  
M. CHRISTODOULOU.

296 CHRISTODOULOYU - μα

Ευχαριστώ Κύριε Πρόεδρε. Και εγώ θα ήθελα να συγχαρώ την Επιτροπή των Μονίμων Αντιπροσώπων αλλά και την Εκτελεστική Επιτροπή για τον τρόπο με τον οποίο προώθησαν την περαιτέρω ανάλυση των θεμάτων που έχουν σχέση με την οικονομική και νομισματική ένωση. Ξεκινώντας από το κάποιο διαφορετικό πρίσμα με το οποίο αντιμετώπισε το θέμα κυρίως από απόψεως οικονομικής πολιτικής ο κ. BEREGOV0Y θα ήθελα και εγώ να πώ ότι πέρα από όλα τα άλλα όσα ελέγχθησαν οι στόχοι και οι αρχές της οικονομικής και νομισματικής ενώσεως θα πρέπει να περιλαμβάνουν όχι την προώθηση της οικονομικής ανάπτυξης των οικονομικών δραστηριοτήτων αλλά και την προώθηση της ισόροπης ανάπτυξης των οικονομικών και κοινωνικών δραστηριοτήτων. Η οικονομική και κοινωνική συνοχή θα πρέπει να αποκτήσει συγκεκριμένο περιεχόμενο,



BOBINER 0007 DU 25.2.1991

OJ 3 A

296 CHRISTODOULOU (SUITE) - μα

ECOFIN. Η εποπτεία της εφαρμογής των προσανατολισμών της οικονομικής πολιτικής θα πρέπει να περιλαμβάνει τη δημοσιοποίηση των συστάσεων του Συμβουλίου προς το κράτος μέλος που συστηματικά παραβιάζει τις αποφάσεις του Συμβουλίου που καθορίζουν τους λύριους προσανατολισμούς της οικονομικής πολιτικής . Μπαίνω και σε αυτό το θέμα κύριε Πρόεδρε γιατί νομίζω ότι αποτελεί απαραίτητη προϋπόθεση της εφαρμογής των αρχών που άρχισαν να αναλύονται εδώ . Οι αποφάσεις αυτές θα πρέπει όμως να υποδέκονται σε προσαρμογές στο βαθμό που το Συμβούλιο δέχεται ότι η δημοσιοποίησή τους θα προκαλέσει περαιτέρω επιδείνωση της κατάστασης που οδήγησε στην υποβολή συστάσεων. Δεν υπάρχει τίποτε απόλυτο σε αυτές τις σχέσεις μεταξύ κρατών και ~~επιμέρους~~ επομένως σκόπιμο θα είναι στην εξέταση της εφαρμογής αυτών των στοιχείων που τελικά θα καταλήξουν ~~στην κοινή οικονομική πολιτική και στην οικονομική και νομισματική ένωση, να είναι κάτι που να αποτελεί αντικείμενο συγκεκριμένης αναλύσεως κάθε φορά.~~ Είναι πολύ δύσκολο να διαμορφωθούν εκ των προτέρων κανόνες που να έχουν γενική και ~~απόλυτη~~ εφαρμογή. Ευχαριστώ πολύ

71 LAMONT ■■■■ - - mn

Mr President, could I, like the others, begin by congratulating you and the personal representatives on the way the papers have been prepared for today. By way of introduction, could I just emphasize that we are actively seeking agreement with other Member States on the way forward, and we are still hopeful and optimistic that this is something that can be accomplished. Our reserve ~~is~~ on stage three has of course to remain in place and as colleagues know, we ourselves cannot commit ourselves to moving to a single currency. ■■ The opening articles of the Treaty are likely to reveal what may appear to be divisions between us, but they also reveal some of the most important

571 LAMONT (suite)

areas in which there is a very substantial agreement. Let me begin with those. I think we are all agreed that the purpose of EMU is to promote non-inflationary sustainable economic growth based on free and competitive markets. As Mr Corli said, markets ought to be the light motif in developing monetary union, and the policies which will ~~make~~ achieve this are also the same ones which will lead to the convergence of economic performance and convergence of course does not just mean having the same level of inflation or a broadly approximate level of inflation throughout the Community, it means a far wider range of things than that, and again as Mr Corli has said, convergence is something that individual governments themselves bring about. It is their responsibility of governments and peoples. Such an approach abides by the principle of subsidiarity and respects the diversity of Member States. All these are words contained in the various drafts of the opening article of the Treaty, and what has been said it would appear there is a very considerable agreement on this. We are also agreed on many of the means to achieve these objectives, particularly of the need for sound monetary and fiscal policies. We will be talking later about the methods we should employ to ensure consistency of such policies, but I would very much agree with what Mr Koch said about economic policy remaining a national responsibility. Economic policy is not I think easily separable from monetary policy. M. Beregovoy referred to monetary policy being at the service of economic policy. Well I think that is a good ideal, but is it an ideal which is easily achieved. Is the subsidiarity of which he talked easily achieved? Indeed, is it easy to distinguish monetary policy from exchange rate policy? ~~And it is not~~ to make distinctions and separations of that kind is

571 LAMONT (suite)

an extremely difficult thing to do indeed, and that is one of the reasons why we cannot make the commitment to move to a single currency and monetary policy. We could not accept any Treaty provisions which required such a commitment. I think that the Treaty ought to be clear, however, on the conditions that have to be satisfied before the Community can move towards closer economic and monetary union. Before moving to stage 3 it would, as other people have emphasized, be necessary to consider the extent of convergence in terms of fiscal policy, inflation, interest rates, the flexibility and other markets. In our view, conditions might be needed ~~for~~ before moving to stage 2 as well, though if our own proposals on the hard ecu and EMF were adopted, I don't think it would be necessary to have such strict conditionality because the very mechanism that we are proposing relating to the hard ecu and the EMF WOULD IN themselves be powerful engines towards convergence. Perhaps I ought also to add that we would have difficulties with any provision providing a new Community instrument for fiscal transfers or regulation. As the Commission say in the introduction of their draft text, practical discussion in this question will not be possible for the IGC. I believe all the objectives ~~we~~ on which we agree, including higher-growth convergence and cohesion are best achieved by pursuing the goals of sound fiscal and monetary policy. So Mr President, the way forward is I think to agree on the overall objectives and to write them into the Treaty. I think that the Presidency text for the opening Articles helps considerably in showing the way forward, subject of course to our major reservation about a single currency. But I do think it is a useful basis for the discussion. thank you.

857 M. CARLI - ap

Ho qualche difficoltà a comprendere il metodo che Ella si propone di seguire nell'organizzare il dibattito. Chiarisco il mio pensiero. Intendiamo riparire la discussione che abbiamo condotto fra noi nel corso del 1990 e confluita nei documenti presentati al Consiglio europeo dell'ottobre scorso oppure intendiamo organizzare la nostra discussione seguendo la successione degli articoli assumendo come base di discussione il documento ■ "non documento" presentato dalla Presidenza. Esempifico cosa intendo affermare. Il Ministro BEREGOVY si è riferito al regime di cambio alle responsabilità dei diversi soggetti nei confronti della definizione del regime di cambio. Questo argomento è stato ampiamente dibattuto. Giungemmo alla conclusione che la definizione del regime di cambio costituisce responsabilità politica del Consiglio, che esso deve essere definito dal Consiglio in consultazione con il Sistema europeo meglio con la Banca centrale europea. Ebbene questa disposizione è contenuta all'articolo 108 che suppongo i rappresentanti discuteranno nella riunione di domani. Insisto nella mia domanda. Intendiamo discutere i diversi argomenti nella successione secondo la quale questi sono situati nei diversi articoli oppure desideriamo riparire la discussione generale su tutti gli argomenti ?

995 PRESIDENT - cf

Non M. CARLI notre intention très certainement n'est pas de rouvrir l'ensemble du débat et de proposer à la conférence un vaste chantier en y incluant tous les points sur lesquels beaucoup de travaux ont été conduits sur lesquels un nombre appréciable d'accords, existent il ne faut donc pas revenir en arrière en reprenant les mêmes sujets et les mêmes interrogations et les mêmes réponses plus ou moins controversées il s'agit de retenir et de fixer ce qui a été décidé dans le rapport que vous même M. CARLI vous aviez transmis à la présidence du Conseil européen, il y avait un certain nombre de principes sur lesquels nous nous étions mis

BOBBNE N° 0007 DU 25.2.91

OJ 3 a

995 PRESIDENT (suite) ■■ - edl

d'accord. Nos représentants personnels maintenant dans cette phase active de la Conférence ont préparé un certain nombre de textes dont je dis qu'il ne s'agit pas de textes de compromis finaux mais que ces textes reflètent plutôt des tendances dominantes et nous sommes en train de discuter à la lumière de ces textes les tendances dominantes d'ores et pour voir dans quelle mesure ce sur quoi on s'est déjà mis d'accord, doit être complété, J'avais proposé pour aujourd'hui quatre grands thèmes quatre groupes de sujets dont nous sommes en train de discuter, c.à.d. les objectifs et les moyens et là je comprends tout à fait votre question ■■■ ■■■ notre idée n'est pas de reprendre l'ensemble des discussions et des débats que nous avons eus mais de progresser sur base de ces textes qui reflètent les positions et les tendances dominantes. M. CARLI.

1074 M. CARLI - us

Ma in questo caso se la definizione del regime di cambio, la definizione delle competenze rispettive del Consiglio della Banca centrale europea si situa fra gli obiettivi, non mi pare che si situi fra gli obiettivi, gli obiettivi sono quelli che ■■■■■■ il documento presentato dalla Presidenza enumera all'articolo 2 bis, all'articolo 3 bis. Chiarisco il mio pensiero: domando se oggetto della nostra discussione sono gli argomenti evocati agli articoli 2 a) 4 e 102 a 104.

1128 PRESIDENT - edl

oui, les numérotations d'articles que vous indiquez est, on avait la panoplie de tous les articles que ■■■■ nous devons discuter aujourd'hui mais discutons des objectifs et des principes de l'union économique et monétaire. Nous voudrions concentrer notre discussion sur les articles 2, 2bis, 3 et 3bis, tels qu'il résulte des textes qui ont été proposés par la Présidence, et 4 pardon.

1152 M. CARLI - us

Grazie Sig,or Presidente. Dopo questo chiarimento desidero indicare in linea di massima il documento presentato dalla Presidenza agli articoli 2 bis e 3 bis accoglie in larga parte le proposte avanzate da parte italiana.

1173 PRESIDENT - fl

■■■■■■■■■■Merci, M. CARLI? Monsieru Rasmussen m'avait demandé la parole.

Le DANEMARK :

1182 DANEMARK - aa

Hr. formand. Jeg vil gerne indlede med at komplimentere formandskabet for deres non-papers med forslag til artikler. Papirerne indeholder stort set de ~~nødv~~ nødvendige elementer. På den anden side må jeg gentage det ~~ønske~~ ønske, jeg fremsatte ved sidst~~et~~ møde, om at vi i god tid modtager en oversigt over, hvad der ventes drøftes på de enkelte møder. Det er helt uholdbart, at vi ikke grundigt kan ~~for~~ forberede disse spørgsmål med vore parlamenter. I tilslutning til hr. Kølers bemærkninger om mål og principper vil jeg sige, at målet med en økonomisk og monetær union må være at fremme et højt beskæftigelsesniveau på en sådan måde, at der sikres prisstabilitet og en miljø- mæssig bæredygtig udvikling. Fri markedsøkonomi er en væsentlig forudsætning for at nå dette mål. Jeg kan derfor støtte formandskabets forslag til indledende artikler herunder artikel 102A, som fastslår, at medlemsstaterne og institutionerne handler under over~~holdelse~~ holdelse af et system med markedsøkonomi frit og konkurrerende til fremme af en effektiv fordeling af ressourcerne. Det er i strid med princippet om fri markedsøkonomi, hvis der i traktaten indsættes bestemmelser, som leder til centralistisk dirigisme fra Fællesskabets institutioner. Markedskræfterne er de mest effektive~~til~~ til at løse økonomiske balanceproblemer. Politikere og bureaukrater skal ikke og kan ikke er-

1182

DANMARK (suite) - aa

statte de frie markedsmekanismer. Afregulering og mindre bureaukrati er et nøgleord for Fællesskabet og dets institutioner. Derfor bør der ~~ikke~~ heller ikke føres en selvstændig konjunkturregulerende finanspolitik på fællesskabsplan. Fællesskabets opgave er dels at overvåge navnlig budgetdisciplinen i medlemslandene og dels at tilstræbe en samordning af medlemsstaternes økonomiske udvikling ved at udstikke overordnede retningslinjer, som kan opfylde formålet for en økonomisk og monetær union. Jeg er i den forbindelse helt enig med hr. Køler i, at konvergens ikke først og fremmest opnås med centrale fællesskabsinstrumenter, men derimod ved eget ansvar. Både Ecofin og den monetære komite bør selvfølgelig være toneangivende i overvågningen og samordningen. og derfor vil jeg give min fulde støtte til den rolle, Ecofinrådet og den monetære komite er blevet givet i formandskabets udkast. Derimod er jeg skeptisk over for forslaget om at tildele det europæiske råd en særlig funktion i forbindelse med vedtagelse af retningslinjerne for den økonomiske politik. jeg lægger overordentlig stor vægt på, at afstemningsprocedurerne omkring fastlæggelse af kompetence inden for den økonomiske politik traktatfæstes og baserer sig på følgende princip: overordnede retningslinjer skal vedtages ved enstemmighed, mens udmøntningen heraf i de konkrete tilfælde vedtages med kvalificeret flertal. Som allerede fremhævet kan Danmark ikke acceptere legalt bindende beslutninger vedrørende de nationale budgetter. Det vil f.eks. være demokratisk uholdbart at Rådet og Domstolen kan omgøre nationale vedtagelser vedrørende budgetterne. Umiddelbart synes afstemningsprocedurerne i formandskabets seneste forslag at være acceptable også undtagelsen fra artiklerne 169-170 i artikel 104A er et meget positivt træk, idet Domstolen ikke bør

BOBINE N. 0007 du 25.2.1991

OJ 3a

1182 DANEMARK (suite) - aa

inddrages i disse anliggender, men vi må selvsagt reservere os, indtil vi nøjere har analyseret disse tekster. Tak hr. formand.

397

1397 PRESIDENT - fl

Merci, M. RASMUSSEN. Je tiens tout de même à préciser que ces textes ont été soumis à l'appréciation et au débat de nos représentants personnels et que nous partons du principe que, dès qu'un représentant personnel a connaissance d'un certain nombre de textes et des débats qui ont été consacrés par les représentants personnels et les ministres sont mis au courant des débats tels qu'ils se sont déroulés dans le groupe des experts. Nous avons fait le listing des points que nous avons voulu soumettre à l'appréciation directe des ministres. Nous les avons diffusés jeudi, me semble-t-il, ils sont conscients du fait qu'il faut avancer dans le temps. Cette diffusion des ordres du jour est exacte mais nous pensons tout de même que les ministres sont suffisamment au courant des textes mais nous allons nous inspirer de ce que vous avez dit pour accélérer quelque peu la circulation des textes et des ordres du jour qui s'y rattachent. Monsieur RASMUSSEN :

447 DANEMARK - bnj

Hr. formand, jeg værdsætter meget, at der er blevet udsendt en liste, en dagsorden for mødet her. Jeg er også helt opmærksom på den procedure, der er vedrørende De personlige repræsentanternes arbejde, men det jeg beder om er, at der i god tid inden ministrenes møde i regeringskonferencen udsendes en dagsorden, således at vi på forhånd er orienteret om hvilke emner der skal drøftes på mødet, og det tror jeg kræver at dagsordenen sendes ud tidligere end to dage før mødet skal holdes.

1476 PRESIDENT - fl

Je ne voudrais pas approfondir ce débat de procédure parce que une fois pour toutes j'avais pris l'intention de ne plus parler de procédure au sein de cette conférence intergouvernementale, mais l'ordre du jour est adopté suite aux recommandations du groupe des représentants personnels donc tous les ministres devraient être au courant et sont au courant de ce qui leur sera soumis mais nous allons tâcher d'améliorer davantage nos procédures de circulation, si j'ose dire. Monsieur <sup>GEOGHEGAN</sup> PEREZ pour l'Espagne m'avait demandé la parole, Mme ■■■■■■ ensuite

1500 M. PEREZ - vg

Gracias Sr. Presidente, quiero asociarme a los colegas que me han precedido en el uso de la palabra, felicitando al Presidente del Grupo de Representantes personales y sus miembros por el esfuerzo que han realizado hasta ahora y animarles a que mantengan el ritmo de los debates sobre la cuestión de los objetivos y principios que ha sometido usted a debate en primer lugar esta tarde, quiero decir que aún cuando es prematuro evidentemente a estas alturas todavía iniciales del debate pronunciarnos definitivamente sobre un asunto tan crucial que sin duda

FIN BOBINE N° 0007

SUITE SUR BOBINE N° 0008

BOBINE N° 0008 DU 25.2.1991

OJ 3 a

0000 PEREZ / m j g  
17h11

Dudoxaxixidaxá evidentemente, a estas alturas todavía iniciales del debate, el pronunciarnos sobre un asunto tan crucial que, sin duda, deberá ser objeto de revisión en una fase posterior, si quiero decir, como decía el Sr. Carli, que evidentemente sobre los aspectos fundamentales ya entiendo que hay un consenso elevado entre nosotros sobre cuáles deben ser los principios de la Unidad económica y monetaria, evidentemente el principio fundamental es el bienestar de nuestros ciudadanos, para ello, entendemos, que es bienestar se consigue con un crecimiento sostenido, equilibrado, que consiga un alto nivel de empleo y en el marco de la solidaridad y cohesión de los países miembros. Por lo tanto, entiendo que más que revisar de nuevo esos elementos fundamentales que configuran los objetivos de la Unidad económica y monetaria ya debemos avanzar en lo que entiendo es un aspecto de sistemática y, en este sentido, creo que la redacción propuesta por Francia recoge de una manera más concisa, clara y sistemática, el conjunto de aspectos que se refiere a objetivos y principios de la Unión y yo solamente matizaría en este sentido, que quizá convenga extraer de la redacción inicialmente propuesta por la Comisión el elemento de solidaridad y cohesión poniendo ambos juntos en la primera parte de la redacción de ese artículo. Sobre este tema de objetivos es todo lo que tenía que decir, Señor Presidente.

154 GEOGHEGAN QUINN - k j f

Thank you Mr Chairman. I'd like also to join with my colleagues in commending the Presidency for the approach which they have adopted towards these negotiations and in particular for the clear and concise way in which they have attempted to draw together in their non-papers the various disparate amendments which have been submitted to date. Our work as ministers is likely to be more fruitful than would otherwise be the case if we can agree on the broad framework which would govern the negotiating process. Above all we should remember that we are drafting a Treaty which will have to last for a very long time. For

154 GEOGHEGAN QUINN (continued) - kjf

that reason Ireland's general approach is based on the premise that only the essential enabling provisions should be accorded Treaty status. The detail necessary to flesh out those provisions should be a matter for secondary legislation. Within that broad framework we can agree generally with the thrust of the Presidency proposals on the objectives and principles of EMU. In particular we welcome the general acknowledgement of economic and social cohesion as an objective of union. We also welcome the broad consensus which is emerging in the negotiations on EMU on adopting high employment as a Community objective. It is, after all, particularly important for all regions of the Community that there should be a firm Community commitment to improve the potential for employment. A commitment to high employment at the overall Community level however can be consistent with large regional pockets of high unemployment and for that reason my government does not consider high employment to be an adequate objective. On, another plane, a commitment to free and open markets must be matched to a commitment to full employment if the full co-operation of the social partners in achieving EMU is to be secured. It is in this way that the structural changes implicit in EMU can be brought about with minimum economic and social cost. For these reasons it is our view that the Treaty should have a direct focus on employment expressed as a commitment to full employment. Thank you Mr Chairman.

318 M. BELEZA - úmja

Muito obrigado Senhor Presidente e brevemente para poupar tempo e para me cingir ao linear da Ordem de Trabalhos permita-me que comece por dar a Presidência e o Grupo de Representantes Pessoais o trabalho que já fizeram e pelo que nos facilitaram o trabalho aqui ~~especificamente~~, não me parece que seja muito adequado comentários

318 BELEZA - mja - continuação

específicos sobre a redacção dos artigos na fase em que estamos e por isso Senhor Presidente se me permite queria apenas que faria minhas as palavras do Senhor Ministro CARLIE na sua última intervenção com as necessárias adaptações neste ponto. Também sugeria que quando passarmos aos pontos B. e D. que eles pudessem ser tratados em conjunto porque me parece que são muito dependentes e poderíamos poupar tempo. Muito Obrigado.

## 381 PRESIDENT

Merci M. BELEZA. Est-ce que je peux considérer que toutes les interventions qui étaient destinées aux objectifs et ■■■■ au principe de l'union économique et monétaire ont été présentées, si tel est le cas, je constate que dans les très grandes lignes les textes tels qu'ils ont été présentés par la Présidence rencontrent ■ l'assentiment des délégations, les observations qui ont été présentées et qui s'écartent quelque peu par rapport au texte soit en les complétant, soit en leur enlevant un certain nombre d'aspects, peuvent très utilement être revues par nos représentants personnels pour des réunions à venir. Nous pourrions donc passer au point de notre ordre du jour d'aujourd'hui. Le 2ème point concerne les grandes orientations de la politique économique et les éléments de surveillance multilatérale qui s'y rattachent. M. BELEZA a fait la proposition utile à mes yeux et vu l'horaire ■■ assez avancé de fusionner trois autres points de notre ordre du jour, donc les grandes orientations politiques économiques, les déficits budgétaires et le mécanisme d'assistance financière communautaire. Je pense que c'est une bonne proposition d'embrasser tous les éléments qui sont relatifs à ces trois sujets. Je prierai cependant les délégations de faire dans la mesure où cela peut se faire les distinctions nécessaires entre les trois différents éléments de l'ordre du jour qui nous sont proposés. Qui demande la parole au sujet de ces trois blocs de sujet ou au sujet d'un aspect plus particulier de ces grands blocs.

513 M. MEYSTADT

Merci M. le Président. Comme je n'ai pas encore eu l'occasion d'intervenir, je voudrais à mon tour féliciter la présidence pour la qualité du travail accompli jusqu'à présent. Nous disposons en effet de textes qui nous permettent d'avancer. Alors je vais prendre les trois questions que vous avez évoquées. Sur la première, "volet économique" pas d'observation particulière par rapport à ce qui figure dans le "non paper" de la Présidence (article 103). Simplement il nous paraît important que le "volet économique" soit développé pour éviter un déséquilibre auquel notamment M. BEREGOVY a déjà fait allusion. Un déséquilibre entre une politique monétaire qui serait homogène et centralisée, et d'autre part une gestion économique qui serait suffisamment coordonnée. Nous pensons qu'il faut notamment donner une large base à la surveillance multilatérale et éviter une concentration exclusive sur les problèmes budgétaires. Nous pensons que tous les aspects de la politique économique ayant des effets sur les autres pays doivent être couverts. J'en viens au 2ème point que vous avez évoqué qui retiendra davantage mon attention. Le problème des déficits budgétaires excessifs. Donc vous avez fait, M. le Président, un effort de nous présenter un texte d'article 104 paragraphe 2 qui essaie de rencontrer cette problématique. Je dirais d'emblée que nous sommes partisans de règles suffisamment précises et crédibles en la matière. Toutefois la complexité du sujet est telle que nous ne sommes pas sûrs qu'il faut fixer les critères d'un déficit excessif dans le texte du traité lui-même. Il faut peut-être mieux renvoyer à une législation dérivée à une directive. Ceci j'indique que pour mon pays parmi les syndicats qui pourraient être retenus pour déterminer qu'il y a un déficit excessif, nous pouvons accepter ceux qui seraient liés à la règle proposée par l'Allemagne ainsi qu'à l'évolution des ratios des déficits publics et de la dette publique au produit national. Mais il doit être bien entendu qu'il s'agirait seulement d'indicateurs et que le Conseil devra

513

M. MAYSTADT (suite) sj

devrait garder toute sa liberté d'évaluation et devrait pouvoir tenir compte d'autres facteurs qui à notre avis sont pertinents par exemple, le niveau de l'épargne nationale qui peut avoir pour effet de compenser un déficit budgétaire pour élevé que la moyenne communautaire, également aussi les effets sur les recettes fiscales du préjudice qu'un Etat membre pourrait subir en raison de l'absence de limites raisonnables à ce qu'on pourrait appeler la concurrence fiscale ou en raison des insuffisances de la coopération internationale entre administrations fiscales. Alors si nous pouvons pour le surplus nous rallier au texte que vous proposé. Il y a toutefois un point qui ne rencontre pas notre position mais que nous lions politiquement à un autre point, c'est la manière dont sera adoptée cette législation précisant la procédure et les critères de dépistage des déficits publics excessifs, le type de majorité qui permettrait de terminer qu'il y a un déficit budgétaire excessif. Nous établissons un lien, vous le savez entre ce problème là et d'autre part la manière dont sera adoptée à l'avenir les directives en matière d'harmonisation fiscale, en tout cas pour ces aspects de la fiscalité qui font l'objet de ce que j'appelais il y a un instant une concurrence fiscale et qui peuvent conduire à ce qu'on pourrait appeler un détournement de la base taxable et par conséquent rend beaucoup plus difficile pour certains Etats membres le respect de la discipline budgétaire. Vous savez que nous avons proposé ces directives d'harmonisation soient elles aussi adoptées à la majorité qualifiée. Notre Conseil a renvoyé cette question à l'autre Conférence sur l'union politique, mais donc nous pensons qu'il y a un certain lien et que nous sommes prêts à accepter la majorité qualifiée ici pour la détermination des déficits budgétaires excessifs, mais pour autant qu'on adopte la même règle de la majorité qualifiée pour l'harmonisation fiscale. Enfin, M. le Président, la troisième question que vous avez évoquée, le mécanisme

BOBINE NO 0008 DU 25.2.1991

OJ 3 bcd

XXXXXX  
XXXXXX  
XXXXXX513 M. MAYSTADT (suite) cf

d'assistance. Nous sommes partisans du maintien dans le traité d'une disposition permettant à la Communauté de venir en aide à un Etat membre aux prises avec des difficultés exceptionnelles résultant des circonstances indépendantes de sa volonté il peut y avoir un désastre naturel il peut y avoir un choc externe et nous pensons dans ces cas là, exceptionnels s'il apparaît qu'un Etat membre est dans l'impossibilité de faire face entièrement par ses propres moyens il doit y avoir possibilité de mettre en oeuvre un mécanisme d'assistance je sais bien que l'Union économique et monétaire va disparaître pour chaque Etat membre les problèmes de balance de paiements mais des difficultés budgétaires exceptionnelles peuvent apparaître, il serait me semble-t-il difficilement acceptable que tout mécanisme de solidarité disparaisse dans une Union économique et monétaire. Nous sommes pour un mécanisme d'aides mais je le répète uniquement dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'il s'agit de circonstances qui échappent à la volonté d'un Etat membre donc il n'est pas question de venir à l'aide de quelqu'un qui aurait délibérément mené une politique laxiste mais si des circonstances exceptionnelles sont réunies il nous semble que la solidarité doit pouvoir jouer au sein de cette union économique et monétaire, voilà M. LE président sur les trois points les observations que nous souhaitons faire à ce stade.

850 PRESIDENT - cf

Merci M. MAYSTADT, merci aussi pour la clarté par rubrique de votre exposé, je passe la parole à M. BELEZA pour le Portugal.

860 BELEZA - mf

Muito obrigado Sr. Presidente e para seguir a ordem de trabalhos comedaria por alguns comentários no que toca ao processo relativa à política económica na Comunidade e à sua ligação com a política económica nos Estados-membros visto que obviamente não são



860 BELEZA - mf (suite)

definitiva da situação orçamental do Estado-membro em causa. Dada a importância que o exercício de avaliação necessariamente tem, existem bem fundamentadas reservas à inclusão de quaisquer regras operacionais no Tratado. A própria evolução e a experiência nesta matéria sugerem a vantagem da regulamentação detalhada dos procedimentos no âmbito de legislação derivada. Sr. Presidente o aspecto das sanções é menos agradável mas creio que para que tenha credibilidade o exercício de disciplina, é necessário atacar esta questão e tomar decisões sobre ela. Neste sentido, creio que existe a necessidade de prever consequências negativas para um Estado-membro que não se conforme com a disciplina. A resposta em nosso entender deve ser graduada, pode incluir por exemplo recomendações públicas do Conselho ou alteração de ponderação dos títulos da dívida pública para os cálculos dos rácios prudenciais das situações financeiras no que toca à vida desse Estado. Em todo o caso e eu reputo este ponto de muito importante é necessário que a concessão das sanções tenha como resultado um efeito absolutamente simétrico para todos os Estados-membros, ou seja não é adequado do nosso ponto de vista um mecanismo de sanções que tenha efeitos potencialmente assimétricos, sobre um ou outro Estado. Sr. Presidente permita-me ainda umas pequenas palavras sobre o mecanismo de estabilização conjuntural o que é referido aqui como ponto D da Ordem dos Trabalhos. A Comissão propôs e parece-me que correctamente a existente de um mecanismo de assistência financeira. De um ponto de vista institucional esse mecanismo corresponderia ao previsto no Artigo 108 do Tratado respeitante à balança de pagamentos. A existência de um mecanismo deste genérico na União Económica e Monetária é inteiramente justificado como forma de compensar a ocorrência de choques assimétricos comuns mas de repercussão assimétrica. A Comissão aliás na sua publicação refere a experiência dos Estados federais e conclui pela presença universal



1160 M. PEREZ (suite) og

serie de aspectos relevantes para la marcha de la economía comunitaria como son, por ejemplo, los aspectos de reformas estructurales que en cada caso <sup>sea</sup> necesario abordar. Es aquí donde yo incluyo, por ejemplo, algunos aspectos mencionados por el Sr. .... y por el sr, Keler, en relación, por ejemplo, los aspectos de burocracia y sobre regulación (estos son evidentemente aspectos que caerían bajo <sup>este</sup> epígrafe genérico de reformas estructurales).

En lo que se refiere a la disciplina presupuestaria, estamos de acuerdo en que convendría incluir una regla mínima de disciplina. Es así como nosotros calificamos a la denominada regla de oro presupuestaria, puesto que evidentemente el velar porque el déficit público no exceda el nivel de inversión solamente está requiriendo que exista ese equilibrio ahorro/inversión en una parte de la economía, la del sector público. Pero es cierto que una contemplación adecuada de este problema debe <sup>extenderse</sup> a la evolución del ahorro y la inversión a nivel general de la economía de cualquier país miembro. Y es a partir de esa regla, donde evidentemente dentro del ejercicio de supervisión multilateral y de la difusión de coordinación de políticas económicas, y cuáles son las políticas económicas más adecuadas en un determinado contexto para un país miembro en particular, donde el juicio y el análisis debe de llevar a exigir, en esa particular coyuntura, esfuerzos adicionales para solventar los problemas coyunturales que en cada momento se planteen. Además, pensamos que esa regla no debería limitarse exclusivamente al comportamiento de los gobiernos centrales, sino a todo el sector público de cada país miembro, y por lo tanto incluiría además de los gobiernos centrales, las municipalidades y las regiones allí donde estas regiones gocen de autonomía presupuestaria. Es evidente que la disciplina

1160 M. PEREZ (suite) og

presupuestaria, como decía el Sr. Beleza, requiere para que sea seriamente considerada por todos y cada uno de nosotros, de algunos aspectos de sanción contemplados en el Tratado. Ciertamente que éste no es un aspecto agradable, pero entendemos que refuerza la seriedad y el compromiso en esta materia. Es evidente, como decía el Sr. Beleza, que cualquier <sup>mecanismos</sup> ~~de~~ de sanción que se contemple debe de ser simétrico para todos los países miembros. Y, por ejemplo, en este sentido pensamos que el bloqueo o la limitación de los desembolsos presupuestarios de la Comunidad al país miembro no serían a mi juicio un mecanismo adecuado de sanción puesto que evidentemente en el caso de aquellos países que tienen una aportación neta al presupuesto comunitario no podría operar en un caso extremo. De ahí que como decía el Sr. Beleza entendamos que mecanismos del tipo de modificación de la calificación de la deuda emitida por los correspondientes ~~x~~ agentes públicos a disciplinar con una posible adaptación del coeficiente de solvencia en su caso serían ejemplos claros de lo entendemos nosotros por <sup>una</sup> ~~un~~ simetría en el mecanismo de sanción. Por último en lo que se refiere al artículo 104 y como ya también han precisado los que me han precedido en el uso de la palabra entendemos que este es ciertamente un mecanismo de solidaridad que debe permanecer en el tratado y que además entiendo que la versión que ha ~~x~~ presentado la Comisión enriquece este mecanismo puesto que frente al artículo 108 actual en que solamente se contemplan ~~xxx~~ ayudas de financiación, se adiciona la posibilidad de reforzar estos mecanismos de solidaridad con ayudas presupuestarias. Ciertamente este mecanismo debe de estar limitado, como decía el Sr. Maystadt, a enfrentar situaciones originadas por eventos fuera del control de las autoridades económicas del país correspondiente, y por lo tanto, 10

1160 M. PEREZ (suite) Laa

que en ninguna medida deberían asociarse a relajamientos de la política económica previamente y en este plano yo incluiría también los aspectos de convergencia; en la convergencia entiendo que hay una parte sustancial de responsabilidad de los Estados miembros que tenemos que converger; otra cuestión diferente dentro de ese plano es el ocasionado por perturbaciones externas fuera del control de las ~~XXXXXX~~ autoridades que en efecto puedan hacer difícil al con~~ver~~gencia pero que deben tener su análisis aislado y perfectamente confinado para ser acreedores de la articulación de este mecanismo previsto en el artículo 104. Gracias señor Presidente.

1410 DANMARK kgl

Tak, hr. formand. Jeg har to bemærkninger. Den første er vedrørende budgetdisciplin. Det er selvfølgelig nødvendigt med et indikatorsystem til ~~hjæ~~lp for overvågningen af budgetdisciplinen i medlemsstaterne, men jeg vil gerne understrege, at man bør undgå for firkantede regler. Virkeligheden er jo ikke firkantet, og disse indikatorer kan derfor kun komme til at fungere som advarselssignaler til at iværksætte en procedure. For så vidt angår det konkrete valg af indikatorer bør vi afvente diskussionen i Den Monetære Komite. Indikatorerne må naturligvis fastlægges ~~g~~ i den sekundære lovgivning for at opnå den nødvendige fleksibilitet. Formandskabet nævner i sin fodnote til artikel 104 A, stk. 4, at sanktionerne skal specificeres nærmere. Fra dansk side må vi kræve, at en sådan specifikation udgør en udtømmende liste over samtlige sanktionsmuligheder. Vi bør dog være opmærksomme på, at en sådan liste kan <sup>den</sup> hindre nødvendige fleksibilitet, hvilket taler for, at listen skabes i den sekundære lovgivning og altså kan ændres ved enstemmighed. Den anden bemærkning drejer sig om en mekanisme for finansiel

BOBINE No 0008 du 25.2.1991

OJ ~~3~~ bcd

1410 DANMARK (suite) kgl

bistand. Jeg mener, at vi bør have en bestemmelse om en mekanisme for finansiel bistand i Traktaten, men der må være to betingelser for anvendelsen af en sådan finansiel mekanisme. For det første skal den anvendes i respekt for princippet om <sup>budget</sup> disciplin. Vi kunne derfor benytte lejligheden til at indsnævre mandatet i Traktatens nuværende artikel 108 og navnlig lægge vægt på finansiel assistance til lande, der er i vanskeligheder især som følge af eksterne chok. Den anden betingelse må være at en sådan finansiel mekanisme ikke underminerer reglen om no bail out. Det kan i den forbindelse være hensigtsmæssigt at ECOFIN råder over et instrument til at imødekomme ad hoc anmodninger om hjælp. En klart begrænset traktatfæstet mekanisme vil formentlig virke mindre underminerende på klausulen om no bail out, end rene ad hoc beslutninger. Loven herunder bør naturligvis være behæftet med klare økonomisk politiske ...

SUITE SUR BOBINE N° 0009

0000 DANMARK - bnj  
17h40

... ad hoc beslutninger. Lån herunder ~~kan~~ bør naturligvis være behæftet med klare økonomisk-politiske betingelser, men på disse betingelser kan det være fornuftigt med en mekanisme for financierel bistand. TAK hr. formand.

39 LAMONT - be

Mr President, a number of people have argued different points this afternoon, we believe it is important that the amended treaty should fully respect the principle of subsidiarity particularly as regards economic policy being left firmly in the hands of Member States. That doesn't mean that we don't see a role for co-ordinating economic policy and such co-ordination in turn can lead on to the development of a framework which Member States would take account of when setting their national policies and of course the multilateral surveillance procedure can be strengthened to allow the Community to express its view on the adequacy of the policies in any one country but I don't think that it is really necessary beyond that and so we are against any proposals referring to an economic policy for the Community or indeed allowing ECOFIN to lay down detailed guidelines concerning Member States' policies, so I would have difficulty with the proposals put forward by the Presidency or others envisaging a role for the Council in setting what is called a Community economic policy. I have to say it seems to me, I am not enlightened, that it is wholly unclear what is meant by an economic policy for the Community what it would cover and how it should be developed. I am sure it is not being argued that we need a centrally determined uniform policy covering the supply side of the economy or freeing up labour markets, reforming the tax system, influencing savings or whatever. Secondly, it is not what benefits would flow from such a policy or why it would be necessary. Thirdly the notion of specific economic objectives enshrined in the Treaty, I think goes against the idea of subsidiarity referred to by a number of people and would bring about a conflict between the Member States and the Community, so we believe that in both stage 2 and stage 3 of EMU, what we should do is strengthen multilateral surveillance, allow ECOFIN to back up its views on an individual state by making policy recommendations, but not committing ourselves to wider-ranging guidelines amounting to in sum an overall economic policy and could I say just in passing that I was very, he is not here now, grateful to the Portuguese colleague in what he said about our position particularly on the transition. Mr President, having made those points I agree that we should seek to avoid excessive budget deficits being run by any Member State, which clearly could undermine both stage 2 and stage 3 and we think the first and most effective step is

39 LAMONT - suite - be

writing into the treaty arrangements which would guard against monetary financing of deficits. That is very important but also against any bail outs of any Member State. Taken together these measures would reinforce a normal market pressures and provided financial markets believe that the rules will be kept they will exercise their own effective sanction. I don't think that it is necessary to go beyond that and indeed if we introduced further rules on deficits it may be that we are undermining the credibility of the no-bail-out rule and suggesting that we may eventually have to bail out a Member State and the markets can conclude from this that we didn't believe our own rules were credible so our position is that no bail-out rule is the most effective approach. Furthermore, I would say the only legally binding rules would be unworkable if any language either in the treaty or in subordinate legislation could have the effect of making it legal decisions on expenditure and taxation taken by national parliament then we would be into a major constitutional confrontation and as far as the UK is concerned the national parliament regards its power over spending and taxing as extremely important and couldn't accept legal constraints or action before the European court, but this doesn't mean as I say that we are against allowing some control on excessive deficits, we are against excessive deficits and we need to devise arrangements against them, but these should be based on general market pressures as I say the first step for the Council to make its views known, achieved through the normal surveillance procedure or perhaps a special procedure, a policy recommendation reinforcing the market discipline, but it is important to be clear that it is impossible for us to lay down mechanical rules which would identify an excessive budget deficit. Of course we can look at things like debt to GDP ratios, the golden rule saying that borrowing should be limited to investment all those sorts of things, we can look at them but that is very different from making them into rules and what is an excessive budget deficit will always as we find out when we have discussed these matters in individual cases in discussing aid to other countries. These are matters of judgment and depend critically on circumstances, so we are very concerned also about taking any measures which would be punitive on the basis of a Council judgment. Nothing as I say Mr President means that we wish to tolerate excessive budgets but we think that the bail-out rule and the procedure that I have referred to would be sufficient. Lastly could I just mention that we are not convinced a special financing facility for Member States in difficulties is necessary or desirable in stage 3 and we have a lot of difficulty with the Commission proposal. Thank you.

473 PRESIDENT - fl

Merci, M. LAMONT. Madame GEOGHEGEN d'abord, M. KOEHLER ensuite,

473 PRESIDENT (suite) - fl

M. CARLI en troisième, M. CHRISTODOULOU en quatrième, M. BEREGOVY  
en cinquième. Mme GEOGHEGAN :

490 Mme GEOGHEGAN - mm

Thank you Mr Chairman. I can endorse the broad approach of the Presidency to the question of the main economic policy and surveillance. In this area it is necessary to strike a reasonable balance between the requirements of the Community and the observance of subsidiarity. In my view the Presidency's text provides that necessary degree of flexibility and as such I can support it. In this context I'd like to say a few words about the role of ECOFIN in the process of economic policy coordination. In our past discussions we have all stressed the importance of Council retaining its pre-eminent role in this area. The question has been raised however as to whether or not some role should be assigned to the European Council in relation to economic policy guidelines. In my view Ecofin itself is so constituted as to be able to provide the necessary political impetus in this area. There is an intrinsic logic inherent in the idea that Ecofin should first draw up the broad economic policy guidelines then monitor compliance with those guidelines and finally where significant breaches of compliance occur be responsible for following through with the two-stage recommendation procedure which I believe has majority support among colleagues. In this way, the authority of Council would be enhanced as would the effectiveness of our procedures; in keeping with the spirit of my opening remarks, Mr Chairman, I feel that it is only the general principles governing budget discipline which should be enshrined in the treaty. The application of these principles will inevitably require the application of specific rules and procedures. The element of judgment will be crucial in this area and criteria can become outmoded. Secondary legislation offers the

490 Mme GEOGHEGAN - mm

necessary flexibility and is the appropriate way to deal with matters of this degree of detail. In theory I can accept the principle that a sanction stronger than a public recommendation could apply where a budget deficit is judged excessive. In practice, however, it might well be difficult to devise a sanction which is capable of impacting with equivalent effect on all Member States. Without this guarantee of symmetry the process would be unfair and politically unacceptable. This is a complex issue and it requires to be teased out in considerably more detail. If agreement is to be reached we must have a clear idea of the kind of sanctions involved and we must be fully informed as to how they will operate in practice. Finally, the Commission proposal for a financial assistance mechanism is one which I endorse. It is clearly not intended as a disguise form of automatic stabilizer. It is a conditional facility designed to deal with the problems of Member States which through no fault of their own find themselves confronted with exceptional difficulties. I believe that we can all agree that problems which have their root in domestic mismanagement should not fall within the remit of this facility. However, I find it inconceivable that a community which aspires to become a true economic and monetary union should at this time rule out the possibility of a limited facility of this kind. There are colleagues here today who point to the existing treaty provisions and argue that they offer the necessary scope. To that I would say that EMU represents a quantum change in the evolution of the Community, and the Community's instruments must be adapted to that change. Moreover, a facility of the kind envisaged by the Commission would offer a convincing demonstration of the solidarity which in my view is essential in the context of EMU. Thank you, Mr Chairman.

713 KOEHLER - GW

Ich möchte auch zusammengefasst zu diesen drei Punkten Stellung nehmen. Lassen Sie mich aber zunächst zur Geschäftsordnung sozusagen eine

713 KOEHLER (suite) - gw

Bemerkung machen. Ich hatte ja schon im Zusammenhang mit der ersten Runde gesagt, dass das Non-Paper des Vorsitzenden der persönlich Beauftragten für mich eine gute Grundlage ist, um eine endgültige Lösung zu finden. Das heisst natürlich nicht, und das muss ich betonen nach den Verschiedenen Bemerkungen, dass damit jede Formulierung dieses Non-Papers jetzt akzeptiert ist. Ich verstehe so, dass es Grundtendenzen artikulieren sollte, aber natürlich müssen wir uns alle einmal sehr sorgfältig über Papers <sup>oder Non-Papers</sup> beugen, um dann zu endgültigen Vertragstexten zu kommen, und ich vermute, dass dieser Durchgang oder wahrscheinlich zweite oder dritte Durchgang erst dann erfolgen wird, wenn wir den Gesamtdurchgang haben über alle Themen der Wirtschafts- und Währungsunion. Das sozusagen eine Bemerkung zum V erfahren. Jetzt zu den offenen Punkten, die wir gerade diskutieren. Ich teile die Auffassung des britischen Schatzkanzlers LEMONT, dass sich aus dem Grundsatz der Subsidiarität ableitet, dass die Gemeinschaft im Bezug auf die Wirtschaftspolitik in der Substanz nur eine Koordinierungsaufgabe hat. Im wesentlichen. Dieses bedeutet dann auch, dass das Ziel der wirtschaftspolitischen Orientierungen, die wir im ECO/FIN-Rat oder in welchem Rat auch immer ausgeben, auf die Sicherung der Konvergenz ausgerichtet werden soll, im Sinne einer Konvergenz, die die eigenen Anstrengungen betont; und im Vordergrund solcher Orientierungen, die wir für die wirtschaftspolitische Koordinierung ausgeben, sollte nach unserer Auffassung vor allem die mittelfristige Grundausrichtung der Wirtschaftspolitik in den Mitgliedstaaten stehen und auf keinen Fall sozusagen die kurzfristige Detailsteuerung. Wir meinen nach allen Erfahrungen, insbesondere in den 70er Jahren wäre eine wirtschaftspolitische Koordinierung im Sinne von Orientierungen auch effektiv falsch und politisch gefährlich, wenn sich diese Koordinierung auf im Ergebnis auf eine Wachstumsratenpolitik dann reduziert oder konzentriert, denn

713 KOEHLER (suite) - gw

Wachstumsratenpolitik ist eminent, was gegen freiheitliche Demokratien verstößt und die Politik letztlich in einer gefährlichen Weise abhängig macht von bestimmten Erwartungen an bestimmte Wachstumsergebnisse. Zu der Frage, welche Institution wirtschaftspolitische Orientierungen festlegen soll, liegen eine Reihe von Vorschlägen auf dem Tisch. Hierüber werden wir noch weiter reden. Wir haben im Vorgespräch ausdrücklich gesagt, wir wollen heute die Frage der institutionellen Zuordnung zurückstellen. Aber ich möchte doch an dieser Stelle auch betonen, dass die Bundesregierung Wert darauf legt, dass auf Gemeinschaftsebene festgelegte Orientierungen für die Wirtschafts- und Finanzpolitik der Mitgliedstaaten auch insbesondere unter der Federführung der Wirtschafts- und Finanzminister zustandekommen müssen. Wir sind, wie Herr Schatzkanzler LEMONT der Auffassung, dass die Verstärkung der multilateralen Surveillance ein geeigneter Ansatz ist, um die Koordinierung der Wirtschaftspolitik in der Gemeinschaft effizient zu machen. Aber wir weichen in der Tat, das ist kein Geheimnis, in deutlichem Masse von der britischen Vorstellung ab über die Rolle der Haushaltsdisziplin. Wir glauben, dass nach aller Erfahrung ohne Haushaltsdisziplin ein dauerhaftes Wachstum bei Stabilität nicht möglich ist. Und deshalb denken wir auch, dass sich am Beispiel der Haushaltspolitik entscheiden wird, ob die Wirtschafts- und Währungsunion als Stabilitätsgemeinschaft und als eine Gemeinschaft, die sich wirklich zu einem unabhängigen europäischen Zentralbanksystem bekennt, dass diese Gemeinschaft dann ihren Erfolg davon abhängig macht, ob die Haushaltsdisziplin gelingt. Die deutsche Delegation hat deshalb hinzugegeben ehrgeiziges Konzept für die Sicherung der Haushaltsdisziplin im EWG-Vertrag vorgeschlagen. Wir sind einfach der Ansicht, dass, wenn man ein zu lockeres Konzept für die Haushaltsdisziplin vorgibt, ~~das~~ dass wir dann Gefahr laufen, dass die Geldpolitik letztlich überfordert

1091 KOEHLER (suite) - ag

■■■■ wird und wir damit alle Verlierer werden, des Vorgangs. Deshalb ist es nicht eine deutsche Marotte, sondern es liegt im Interesse aller von uns, dass wir diese Haushaltsdisziplin sichern und manchmal wundere ich mich, dass so der Eindruck entsteht, die einen sind für mehr und die anderen sind für weniger Haushaltsdisziplin. Ich glaube wir sollten uns alle einigen, dass es immer darum geht, die Haushaltsdisziplin tatsächlich zu sichern, und wenn ich mal nehme was wir im Prinzip schon vereinbart haben oder wo es Konsens gibt, ja scheinbar, jedenfalls formal mit Worten ein Ko■■■■nsens über drei Punkte. Nämlich über die Punkte Verzicht auf die monetäre Finanzierung, öffentliches Haushaltsdefizit, Verzicht auf NOBELOUT (??) als Regel, es gibt Uebereinstimmung, dass ■■■■■■ exzessive Defizite vermieden werden sollen. Aber wenn ich mal genau hinschaue, dass ich dann in den einzelnen Beiträgen <sup>zum Thema</sup> ■■■■■■ konkret Haushaltsdisziplin abspielt, dann kann ich an verschiedenen Stellen sehen, dass die NOBELOUT-RULE zwar mit Worten genommen wird, dass aber überall wieder Ansätze, Möglichkeiten, Instrumente gesucht werden, wie das NOBELOUT unterhöhlt wird, <sup>und ich</sup> kann der Kommission an dieser Stelle auch nicht ersparen, dass ihr Vorschlag des neuen Beistandsmechanismus zwar in der politischen Logik verständlich ist und die Regierung distanziert sich nicht der Idee eines Beistandsmechanismus für Ausnahmefälle. Ich habe leider ■ von der Kommission bisher noch nicht gehört wie sie Beistandsmechanismus präzise definiert. Ich habe vielmehr gehört, auf der Ebene der persönlichen <sup>Beauftragten</sup> ■■■■■■, dass die Kommission mit diesem Beistandsmechanismus ■ zum Beispiel auch Anpassungskrisen in der Stahlindustrie in der Textilindustrie und welche Industrien auch immer mit finanzieren will. Ich glaube, wenn man so herangeht, hat man die besten Voraussetzungen geschaffen, dass das NOBELOUT eben nicht funktioniert und dass hier ein Finanzierungsmechanismus geschaffen, das die einzelnen Länder aus der eigenen ■ Verantwortung für die Haushaltsdisziplin entlässt, . Deshalb, Herr Vorsitzender, ist es keine böse Absicht und schon gar kein ■■■■■ Unverständnis für die Position

1216

KOEHLER (suite) - ag

einiger, wenn Sie so wollen, Südländer, wenn wir grosse Bedenken haben, gegen diesen Beistandsmechanismus. Wir haben ihn mindestens so lange, wie die Kommission nicht präzise definiert hat, was sie genau damit machen will. Denn eins ist doch klar, im Falle einer Naturkatastrophe, die ein einzelnes Land überfordert, wird die Gemeinschaft immer zu einem Beistand bereit sein müssen. In dieser klaren Definition glaube ich, wird man schnell eine Lösung finden. Von dem was wir bisher gehört haben von der Kommission, sind wir von einer Lösung noch weit entfernt und dieses gilt auch für den Vorschlag der Kommission, diesen Beistandsmechanismus mit Hilfe einer Anleiheregelung zu unterfüttern, d.h. man würde von einem der tragenden Prinzip abweichen, nämlich <sup>Ausgaben</sup> aus dem EG-Haushalt nicht über Kredite finanzieren zu lassen. Man kann sich dieser Frage, ob die wirtschaft künftig Ausgaben über Anleihen finanziert politisch stellen, aber ich finde, dann muss man auch den Zusammenhang der Implikationen diskutieren und wir haben den Eindruck, dass der Vorschlag jedenfalls in der bisherigen Ausprägung alles andere als ein Beitrag die anerkannten Regeln der Haushaltsdisziplin zu akzeptieren. Lassen Sie mich als letztes noch sagen, dass die deutsche Delegation natürlich grossen Wert darauf legt, dass auch die Haushaltsdisziplin mit objektiven Kriterien präzisiert wird. Wir halten es für ein Minimum, ein absolutes Minimum, dass die goldene Regel im Vertrag festgehalten wird; wir glauben bei allem was man an Nachteilen zu dieser goldenen Regel sagen kann, dass insgesamt diese goldene Regel zumindest in Deutschland funktioniert hat, sie hat als politische Bremse doch eine Wirkung entfaltet um höhere Verschuldung zu vermeiden, und wir glauben, dass es insoweit auch auf Gemeinschaftsebene eine Mindestregel sein sollte, darüber

1280 hinaus denken wir, dass es gut ist, dass es <sup>gut ist</sup> im Sinne einer politisch ehrlichen Diskussion im Vertrag auch Kriterien zu fixieren mit deren Hilfe exzessive Defizite definieren kann, z.Bsp. <sup>als</sup> ~~das~~ Verhältnis des Schuldenstandes zum Sozialprodukt, oder als Verhältnis der Defizite zur <sup>privaten</sup> Ersparnis. Wir brauchen aus unserer Sicht zu diesem Konzept die für Haushaltsdisziplin auch ein politisches Konzept für Sanktionen. Wir sind absolut dafür, wir haben Verständnis dafür, dass die Frage aufgeworfen wird, dass diese Sanktionen symmetrisch sein müssen, also nicht nur diejenigen Länder erfassen dürfen, die Empfänger von Zahlungen der Gemeinschaft seien. Dieses Thema muss politisch offen besprochen werden. Aber wir sind der Ansicht, dass zum Konzept die Haushaltsdisziplin ~~absolut~~ auch die Frage der Sanktionen gehört und wir sind bereit, <sup>jeden</sup> ~~den~~ Vorschlag auch z.B. <sup>französische</sup> ~~französische~~ Vorschläge über <sup>zu</sup> weitergehende Instrumente als nur Zahlungsverweigerung prüfen. Herr Vorsitzender lassen Sie mich als letztes noch einen Satz sagen, das Verhältnis von Geldpolitik <sup>und</sup> Wirtschaftspolitik. Es wurde ja schon mehrfach angesprochen. Ich fände es fatal wenn aus kurzfristigen Entwicklungen, kurzfristigen Entscheidungen der jüngsten Vergangenheit Schnellschlüsse <sup>gemacht</sup> gezogen werden in Bezug auf Konzeption einer Wirtschafts- und Währungsunion einer Geldpolitik ~~von~~ der Stufe 3 der Europäischen Gemeinschaft. Es geht ja nicht darum, dass wir heute z.B. die Deutschen ein bestimmtes Modell der Geldpolitik zu verteidigen haben. Aus meiner Sicht ist es so, dass dieses Modell letztlich in der politischen, ökonomischen Historie sich als vernünftig erwiesen hat und es wäre eigentlich bitter, aus meiner Sicht, eine merkwürdige Weichenstellung, wenn aus aktuellen Irritationen ein Verständnis von Unabhängigkeit ~~zu~~ oder Zusammenhang mit der Wirtschaftspolitik versucht wird, jetzt in Verhandlungen auf der Regierungskonferenz, bei denen es darum geht, neue Wirtschafts- und Währungsunion für ein nächstes Jahrhundert zu



---

1329 M.CARLI (suite)

i disavanzi di uno Stato membro da parte di un altro o da altri stati membri della comunità. Meno certo, meno certa è la definizione dei disavanzi eccessivi che opportunamente il testo della Comunità ai fini di questa definizione indica piu' di un parametro, ossia il rapporto fra debito pubblico e debito interno lordo in rapporto tra disavanzo pubblico e spese di investimento pubblico assume quest'ultimo rapporto che va sotto il nome di regola d'ora come uno dei rapporti ma non come l'unico rapporto in quanto l'immaginabile che uno Stato che applicasse la regola d'oro conduce una politica dissennata di investimenti quale potrebbe derivare una dimensione di disavanzo pubblico incompatibile con le condizioni della stabilità del sistema. Molto opportunamente il testo della presidenza non include uno dei rapporti che è stato menzionato nell'intervento del dott. KOEHLER, ossia il rapporto fra disavanzo pubblico e risparmio privato perché se si includesse questo rapporto l'Italia sarebbe fra uno dei paesi piu' virtuosi mentre io non condivido questa definizione e credo quindi che molto opportunamente questo rapporto non sia stato indicato fra quelli ai quali deve essere commisurato il giudizio e sulla eccessività. La mia conclusione è che la definizione di eccessività vi ha da essere nel progetto di emendamento al trattato, nello stesso tempo credo difficile una definizione rigida, credo preferibile quella proposta dalla presidenza, ossia quella che indica piu' di un parametro al quale commisurare il giudizio, lo stesso fondo monetario internazionale ha approfondito questa materia ed ha introdotto la nozione di disavanzi sostenibili o di disavanzi non sostenibili ed io credo che qualche elemento dovrebbe essere tratto dal

SUITE SUR BOBINE N° 0010

0000 M. CARLI - ap  
18h08

di disavanzi sostenibili o di disavanzi non sostenibili. Credo che qualche elemento potrebbe essere tratto dalla lettura dei documenti del fondo monetario internazionale. In conclusione mi pare necessario che nel progetto di emendamento siano contenute disposizioni tassative concernenti: il divieto del finanziamento monetario diretto e indiretto dei disavanzi pubblici ; il divieto che i disavanzi di uno Stato membro siano in tutto o in partegarantiti da un altro Stato membro. Infine occorre fare riferimento ai disavanzi eccessivi in quanto il loro manifestarsi potrebbe configurarsi come un elemento di instabilità del sistema mi pare non possibile indicare un solo parametro credo debbano essere indicati piu' parametri, quelli menzionati nel documento della Presidenza mi sembrano quelli soltiamente indicati a questi fini. Potrebbero essere arricchiti dalle definizioni contenute nella definizione dagli elementi contenuti nella definizione di disavanzi insostenibili come dai documenti del Fondo monetario internazionale ripeto non introdurrei il parametro rapporto fra disavanzi pubblici e risparmio privato. Questo potrebbe condurre a conclusioni diverse da quelle auspicate da tutti i presenti.

147 M. BEREGOVY - md

M. le Président, je crois qu'il arrivera un moment où nous devrons ligne par ligne examiner les articles du traité. Pour l'instant, nous n'en sommes pas là et comme l'a dit très justement M. Koeller, nous envisageons de définir des principes d'union économique et monétaire pourrquient durer un siècle et en effet nous parlons de la troisième étape et j'ai le sentiment que nous mélangeons la discussion sur la 2ème étape forcément contraignante et la 3ème étape dont je rappelle que lorsque nous parlons par exemple d'orientations économiques, nous parlons d'orientations économiques qui se définissent et éventuellement ce contrôlent à partir du moment om nous avons une banque centrale indépendante, une monnaie unique, le traité c'est cela, alors je reviens donc sur la première question qui nous est posée les orientations économiques, ce que nous disons

147

M. BEREGOVY (suite) md

c'est qu'à partir du moment où nous avons une monnaie unique, il paraît sage que le Conseil européen sur proposition du Conseil ECOFIN définisse de grandes orientations économiques valables pour la Communauté et naturellement devront respecter le principe de subsidiarité, comme on dit, ne devront pas entrer dans le détail mais prenons des exemples, la stabilité monétaire c'est un principe de politique économique commun, la croissance non inflationniste c'est un principe de politique économique commun, on pourrait ajouter que cette croissance ou respecter les grands équilibres de la nature, c'est la définition écologique, peut-être vertueuse et qu'elle doit être vertueuse, ce que nous disons tous tout en sachant que la vertu n'est pas toujours facile à respecter. Bien, voilà des principes et lorsque j'entends par exemple, quand je crois l'intérêt de ces réunions, c'est qu'il y ait un dialogue. J'entends mon collègue, M. LEMAN te dire il faut que nous procédons déjà à des exercices de surveillance multilatérale, c'est une très bonne chose mais nous procédons à des exercices de surveillance multilatérale en fonction de quoi ? en fonction des grandes orientations économiques qui nous sont communes, donc il y a vraisemblablement au niveau des textes une synthèse possible entre grandes orientations économiques définies ensemble et pour ma part qui nous concerne et qui concerne la Communauté chaque Etat ensuite adaptant ces orientations et la surveillance multilatérale qui consiste à voir si en effet, il n'y a pas discordance dans l'application de ces orientations économiques, ce que nous avons déjà commencé à faire et je crois la question qui se pose est en réalité derrière ce débat et en tout cas c'est celle que je souhaite poser et qui rejoint encore ce qu'a dit notre collègue portugais, c'est en effet le problème des institutions se pose TOUJOURS AU TERME dans le cadre de la 3ème étape, institutions, nous les connaissons, le Conseil la Commission, le Parlement, pouvoir de décision aujourd'hui appartient au Conseil

147

M. BEREGOVY (suite) md

Le pouvoir de recommandation et de propositions peut être partagé, est partagé entre le Conseil et la Commission, il est clair que tout cela peut être reformulé et l'on voit bien à travers déjà les propositions de certaines délégations et les propositions de la présidence que on est sur un terrain où suivant/ce l'on met dans un membre de phrase ou dans un autre, vise à transférer le pouvoir d'un endroit dans un autre même progressivement. Pour ce qui concerne la France, il n'y a aucune difficulté, à transférer le cas échéant le pouvoir du Conseiller européen à telle/le/ ou telle autre institution, y compris la Commission mais nous n'en sommes pas là étant donné aujourd'hui, disons le système démocratique dans lequel nous fonctionnons. Nous avons un Parlement européen élu au suffrage universel et nous avons des gouvernements issus des suffrages universels, ça c'est une vraie difficulté mais pour le reste je n'en vois pas d'autre. Donc sur les orientations économiques moi je crois que le texte proposé par la présidence sous réserve des observations que je viens de faire peut retenir l'accord de tous, je le répète nous sommes en 3ème étape. Sur le problème du déficit budgétaire, nous sommes aussi en 3ème étape, encore que l'on puisse s'interroger sur les faits négatifs de déficit budgétaire trop prononcé dans le cadre actuel de la Communauté, autrement dit, dès la première étape dans la deuxième étape, quand nous rapprocherons les parités jusqu'elles deviennent fixes, il est clair que des déficits budgétaires excessifs ont des effets perturbateurs. La France alors là s'est prononcé pour la, disons les contraintes dont vient de parler à l'instant M. Carlki; pas de financement monétaire et nous serions plus prêts puisque il faut parler clair, de la proposition émise par M. Koeller que de la proposition émise par M. LEMAN. Est-ce que l'on peut trouver une définition qui pourrait fixer des principes et ensuite laisser



668 M. KOK (suite) - lv

plaats omdat het zoals door de Commissie is opgesteld, de deur kan openen voor een automatische stabilisator, en in de derde plaats omdat de procedure zoals de Commissie die voorstelt, de deur kan openen naar het financieren van het Gemeenschapsbudget leningen, het gebruiken van leningen voor het financieren van het beleid. Het kan natuurlijk onder uitzonderlijke omstandigheden zo zijn dat er een ad hoc afspraak in de EG moet worden gemaakt over de wijze waarop de financiële ondersteuning wordt gegeven. Maar het opnemen van een mechanisme ook al wordt dat tien keer bijgezegd dat dat toch vooral geen mechanisme is dat automatisch werkt maar dat voor zeer uitzonderlijke omstandigheden geldt, kan heel snel een premie zetten op het veronachtzamen van eigen verantwoordelijkheden die voor ieder van de Lid-Staten gelden. En dat is voor mij ook nu nog de belangrijkste overweging waarom ik weg, bij voorkeur niet zou willen gaan. Dat brengt me bij het tweede punt, Mijnheer de Voorzitter. Ik heb al gesproken over het economisch beleid; ik ben ervan overtuigd dat naarmate we de eindfase naderen, eindfase 3, in samenhang met het uniforme monetaire beleid, één bank, één munt, de betekenis van de Europese afstemming van economisch beleid, steeds meer in gewicht zal toenemen. Zelfs binnen het uitgangspunt, wat ik heb gekozen in mijn eerste interventie, dat op basis van de subsidiariteit de bevoegdheid voor het economisch beleid in de handen van de Lid-Staten afzonderlijk blijft berusten, zelfs vanuit dit uitgangspunt betekenis van een afgestemde politiek in het Europees kader doet toenemen. Dat neemt niet weg dat ik een onderscheid zou blijven maken tussen de wijze waarop die coördinatie zal plaatsvinden de wijze ook waarop binnen die coördinatie op enig moment tot bepaalde aanbevelingen aanwijzingen in de richting van de Lid-Staten wordt overgegaan, enerzijds. En anderzijds de wijze waarop zal moeten worden omgegaan met het voorkomen



668 M. KOK (suite) - lv

natuurlijk rekening houdend met de democratische legitimiteit, maar ok zo danige inrichting dat we de communautaire integratie nogmaals versterken waarbij de Gemeenschap geworteld blijft in de communautaire rechtsorde die het fundament vormt van ons eenwordingsproces en dus voorstander van een evolutie in een federaal communautaire richting. Nu, in praktische en institutionele termen vertaald : dat de ECOFIN-Raad verantwoordelijk zou moeten zijn voor de coördinatie van het economisch beleid van de Lid-Staten naast de rol die aan de ECOFIN is toegekend in het kader van de verantwoordelijkheid daar waar het gaat om de monetaire integratie. Het spreekt vanzelf, mijnheer de Voorzitter, dat de Europese Raad een belangrijke rol zal vervullen in alle fasen van het verdere ontwikkelingsproces van de Europese Gemeenschap, ook daar waar het gaat om het begeleiden en het vormgeven van het proces van politieke, economische en monetaire samenwerking in zijn samenhang. Maar het kan niet zo zijn dat de Europese Raad als een soort superorgaan een eigen plaats in het nieuwe Europa inneemt die niet past in de grondstructuur van het Federaal Communautaire Europa en ik heb er behoefte aan om dat hier ook duidelijk te zeggen omdat het de voortgang van het overleg over deze monetaire unie maar ook de relatie naar de andere Europese Politieke Unie voluit raakt.

1043 PRESIDENT -

Merci Wim. est-ce qu'il y a d'autres demandes ? M. CHRISTODOULOU.

1050 CHRISTODOULOU - vφ

Ευχαριστώ κ. Πρόεδρε. Ξεκινώντας και γω από την αρχή ότι συζητούμε τώρα βασικές αρχές θα ήθελα να προσθεσώ <sup>στο</sup> πλαίσιο των κυρίων προσανατολισμών της οικονομικής πολιτικής της Κοινότητας και των κρατών μελών θα πρέπει να υπαχεί και η έννοια οικονομικής και κοινωνικής συνοχής επί τη βάσει

1050 CHRISTODOULOU - (συνεχεια) νφ

στοχων που να είναι διαφανεις και να μπορούν να επιτευχθουν σε συγκεκριμενο χρονικο πλαισιο. Αυτο γιατι είναι κατι που θα επρεπε αφου συζηταμε βασικες αρχες να υπάρχει μεσα στο γενικο πλαισιο των αρχων, που συζητιωνται. Τωρα οσον αφορά το θεμα της δημοσιονομικης πυθαρχιας και τα κριτηρια βασει των οποιων θα εκτιμαται το κατα ποσον το ■■■■■■ ελειμμα του προϋπολογισμού είναι υπερβολικο σ αυτα θα πρεπει οπωσδηποτε να υπάρχει και η εκτιμηση των αναπτυξιακων αναγκων του καθε κρατους μελους ενοφει της προωθησης της \* οικονομικης και κοινωνικης συνοχης στην Κοινωνοτητα. Και αυτο είναι ισχυρο οχι μονο για τη μεταβατικη περιοδο αλλα και για την περιοδο η οποια θα αρχισει με την εφαρμογη \* \* \* του τριτο σταδίου . Ειδικότερα θα πρεπει να συνεκτιμώνται οι αναγκες για υποδομη σε φυσικο και ανθρωπινο κεφαλαιο και επίσης να υπάρχει και καποιο στοιχειο συγκλισης των επιπεδων διαβιωσης των κρατων μελων. Σε καθε \* \* \* περιπτωση παντως θα πρεπει να \* \* \* αποφευγονται ελλειμματα που απειλουν τη χρηματοπιστωτικη σταθεροτητα και υπονομευουν την ασκηση της νομισματικης πολιτικης. Δεν νομιζω οτι θα πρεπει να υπαρξουν στη συνθηκη ποσοτικα κριτηρια βασει των οποιων θα εκτιμαται το κατα ποσον το ελλειμμα του προϋπολογισμού είναι υπερβολικο. Νομιζω οτι θα πρεπει \* \* \* η εκτιμηση να επαφιετα στην κριση του Συμβουλίου. Και το παραγωγο δικαιο θα πρεπει να προβλεπει τη χρηση ποσοτικων κριτηριων επι τη βασει των οποιων η Επιτροπη θα υποβαλει τη σχετικη προταση στο Συμβουλιο. Πραγματα αλλαζουν άπο μια μερα στην αλλη είναι πολυ δυσκολο να περιληφθουν στη Συνθηκη τοσο σαφη κριτηρια τα οποια να μην υποκεινται στις αλλαγες των οικονομικων εξελιξεων. Ο χρυσους κανων που ανεφερε ο κ. CARLI είναι πολυ σωστος είναι και αλλοι τους οποιους θα συζητησουμε εν συνεχεια, εδω όμως θα ηθελα να παρατηρησω οτι είναι απαιτητο να \* \* \* χρησιμοποιουντα εθνικοι ορισμοι του δημοσιου τομεα που να περιλαμβανουν και \* \* \* τις δημοσιες επιχειρησεις . Κριτηρια που στηριζονται σε συγκρισεις

1050 ■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■ CRISTODOULOU (συνεχεια) -τα

με μεγέθη αναφοράς <sup>που</sup> είναι μέση όροι κοινοτικής επίδοσης, είναι μάλλον ακατάλληλα, μια και το εύρος του δημόσιου τομέα από χώρα σε χώρα ποικίλει και οι δραστηριότητες του κάθε κράτους έχουν διαφορετική σύνθεση και ποιότητα, και ~~κμκκκκ~~ επομένως δεν θα μιλάμε για συγκρίσιμα στοιχεία. Πρέπει πρώτα να ορίσουμε πιο είναι το αντικείμενο το οποίο συγκρίνουμε και εν συνεχεία να μπορέσουμε να κάνουμε τις σχετικές συγκρίσεις. Το θέμα των κυρώσεων είναι κάτι το οποίο νομίζω απαιτεί πολύ συζήτηση ακόμα, η γνώμη μας είναι ότι θα πρέπει να επαφίενται στην κρίση του Συμβουλίου, που θα αποφασίζει με ειδική πλειοψηφία από πρόταση της Επιτροπής. Βεβαίως κυρώσεις που θα παραβιάζουν τα οικονομικά συμφέροντα των μελών <sup>κρατών</sup> θα πρέπει να αποφεύγονται ~~δλδλδλ~~ αυτά βασικά θα υποσκάπτουν τη συνοχή της Κοινότητας. Τώρα ο μηχανισμός της ~~κκκκκκκκκκ~~ κοινοτικής χρηματοδοτικής ενισχύσεως είναι απαραίτητος σε περίπτωση δυσχερειών λόγω συμβάντων που είναι έξω από τον έλεγχο της οικονομικής πολιτικής. Σε ~~κμκκ~~ καμιά περίπτωση όμως δεν θα πρέπει να γίνεται χρήση <sup>του</sup> μηχανισμού για διόρθωση λαθών πολιτικής. Αν ένα κράτος μέλος επιλέξει να ακολουθήσει μια λανθασμένη πολιτική ο μηχανισμός αυτός δεν θα πρέπει να χρησιμοποιείται για να το βοηθήσει. Αλλά και όταν γίνεται χρήση θα πρέπει να καθορίζεται η συνυπευθυνότητα του κράτους μέλους όσον αφορά την απορρόφηση του κόστους προσαρμογής στο εξωγενές συμβάν που προκαλεί τις οικονομικές δυσχέρειες. Νομίζω, κατόπιν τούτου, κ. Πρόεδρε, το άρθρο 103 Α είναι ανεπαρκές, και δεν μπορεί να υποκαταστήσει το άρθρο ~~κμ~~ 104 στην πρόταση της Επιτροπής. Θα πρέπει να υπάρχει μηχανισμός που να <sup>αντι</sup> καθιστά το μεσοπρόθεσμο μηχανισμό στήριξης του ισοζυγίου πληρωμών μέχρι την έναρξη της ~~κκκκ~~ τελικής φάσης της τρίτης δηλαδή φάσης να προβλέπει ειδική στήριξη κατά το μεταβατικό στάδιο σε προγράμματα αναπροσαρμογής κρατών μελών, για να μπορέσουν να ενταχθούν επιτυχώς στην οικονομική και νομισματική ένωση. Τέλος,



1305

. DELORS (suite) md

Golfe, l'interruption d'échanges commerciaux, la suppression de recettes en devises et autres, si demain il y a une forte instabilité sur les marchés des changes ou bien de très grands mouvements dans la sphère financière, et que un ou deux pays membres en souffrent particulièrement il serait normal que sur décision du Conseil à l'unanimité ou à la majorité qualifiée peu importe pour l'instant vous puissiez décider que ce pays peut être aidé. Mais en aucun cas cette procédure doit amener le financement par l'emprunt de recettes budgétaires communautaires. C'est un biais qui est écarté à l'avance. Voilà la raison technique. Quant à la raison politique, pour parler franchement, pour l'instant nous sommes obligés de laisser de côté la discussion politique qu'auront les chefs de gouvernement et d'Etat sur l'importance de la cohésion économique et sociale dans l'acceptation du paquet global et je considère pour ma part que si nous avons un mécanisme d'assistance de ce genre, cela facilitera largement la recherche d'un consensus en ce qui concerne la conception qu'on aura dans l'avenir de l'objectif de cohésion économique et social qui je le répète figure maintenant au rang des objectifs principaux du traité. Voilà les raisons pour lesquelles nous avons soumis le mécanisme d'assistance. Sur le reste, il nous appartient M. le Président de conclure, je trouve que pour ma part les positions sur les règles obligatoires en matière budgétaire sont moins éloignées les unes des autres qu'elles ne l'étaient en septembre lorsque nous avons eu une discussion sous la présidence de M. Carli, mais où je ne comprends pas très bien la discussion parce qu'elle me rappelle certains débats qui ont eu lieu dans les années 60 lorsque je représentais mon pays au comité politique économique, c'est sur les mots que vous allez mettre dans le traité. Quand M. le président, quand les dépenses de la Communauté représenteront 5% du total des dépenses publiques des pays membres au lieu de 3 % aujourd'hui

BOBINE N° 0010/25/2/1991

M. DELORS (suite) mdd

qui peut craindre que le principe de subsidiarité soit violé. D'autre part comment allez vous faire/<sup>com</sup>prendre à votre opinion public que la Banque centrale européenne ~~difficile~~ pourra fixer des objectifs obligatoires pour tout le monde et qu'en matière économique il n'y aura aujourd'hui que de vagues déclarations. Et vous voulez accepter cela alors que depuis le début vos chefs de gouvernement insistent sur le parallèle insister sur le parallèle entre l'union économique et l'union monétaire ? croyez moi nous n'avons pas encore trouvé la formule magique qui permet d'expliquer qu'il y aura vraiment parallélisme entre les deux. Et à vous entendre parler, on dirait que la politique économique se ramène à la politique monétaire plus la politique budgétaire, que dans le fond les évolutions des salaires, des coûts de production, le fonctionnement des marchés l'effort de recherche, la compétitivité, tout cela est secondaire franchement je crois pouvoir parler à toute la Commission le contenu de l'union économique est pour nous plus large que celui des règles budgétaires cela devrait être convenu entre nous sinon nous allons au devant de fortes déceptions, je dirais même de fortes oppositions quand on parlera à nouveau de la ~~political and democratic~~ <sup>à comptabilité (?)</sup> ..... Alors je ne vois pas comment devant certains parlements nationaux et certaines opinions publiques on acceptera excusez-moi de grossir le trait .....

■■■ FIN DE LA BOBINE N° 0010

SUIVE SUR BOBINE N° 0011

18 h.37

000 M. DELORS - ky

... et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons voulu que le Conseil européen lui-même, d'une manière ou d'autre autre, puisse politiquement se sentir engagé dans les grandes orientations de l'union économique et monétaire, ~~■■■■■~~ parce que c'est une affaire trop grave et que on demande beaucoup de transferts de souveraineté importants et que, vraiment, il est très difficile de faire comprendre à tout le monde qu'avec la stabilité monétaire toute seule, on peut réussir tout le reste. Je crois qu'une étude plus attentive des pays qui ont réussi le restent avec la stabilité monétaire, montre qu'ils avaient également d'autres atouts. Mais ces atouts trouvaient leurs sources dans un grand effort de recherche, dans une cohésion sociale, dans des relations industrielles ~~■■■■■~~ satisfaisantes, voire même dans des ententes <sup>leurs</sup> entre ~~les~~ banques et leurs entreprises, qui faisaient que ces pays échappaient à la conquête de leurs entreprises par des entreprises étrangères. Tous ces éléments-là, cela joue. Si l'on veut faire accepter ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ l'union économique et monétaire, je le répète, il faudra quand même inventer et imaginer des arguments bien plus forts pour expliquer aux opinions publiques et aux parlements nationaux que ces transferts de souveraineté sont vraiment nécessaires et que tout ceci garantira vraiment que l'union fait la force. Merci.

PRESIDENT -

116 Merci Monsieur le Président, je dois dire qu'il m'est très difficile de conclure d'une façon non controversée ou qui n'appelle pas les objections des uns et des autres. Je me bornerai tout simplement à constater que sur les grandes lignes les textes présentés par la présidence n'ont soulevé ni désaccord grave ni objection désastreuse. Nous considérons qu'autour des textes tels qu'ils ont été présentés par la présidence ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ des compléments et des nuances très utiles peuvent être apportées à ce qui a été soumis à l'appréciation des Représentants personnels et des ministres assistants à la



BOBINE N= 0011 du 25.2.1991

OJ 3 bdd

116 PRESIDENT - suite - bb

travail convenable et personnellement je suis très satisfait du fait que j'ai tenu toute la journée en dépit de ma grippe. Je serai le premier à me mettre au l t ce soir. Merci.

FIN BOBINE N= 0011(383 tours)

Témoin 0003 SI

1365 1632

FIN DE LA REUNION